

Fiducie canadienne de bourses d'études – Régime Avantage CST

États financiers audités et
rapport de la direction sur le rendement du fonds
31 octobre 2023 et 2022



Table des matières

| | |
|--|----|
| Rapport de la direction sur le rendement du fonds | 1 |
| Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière | 6 |
| Rapport de l'auditeur indépendant | 6 |
| États de la situation financière | 8 |
| États du résultat global | 9 |
| États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | 9 |
| Tableaux des flux de trésorerie | 10 |
| Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille | 11 |
| Tableau complémentaire II – Dépôts des souscripteurs et revenu cumulé | 19 |
| Tableau complémentaire III – Paiements d'aide aux études | 20 |
| Notes annexes | 21 |
| Droits au remboursement des frais de souscription | |
| – Conventions achetées avant le 2 octobre 2007 (Annexe I du Tableau complémentaire I) | 30 |
| – Conventions achetées le 2 octobre 2007 ou après cette date (Annexe II du Tableau complémentaire I) | 32 |
| – Conventions transférées vers le Régime d'épargne familial et le Régime d'épargne individuel (Annexe III du Tableau complémentaire I) | 34 |

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certaines parties du rapport de la direction sur le rendement du fonds, y compris, mais sans s'y limiter, les sections intitulées « Résultats d'exploitation » et « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Régime, notamment sa stratégie, ses risques, son rendement prévu et sa situation. Les énoncés prospectifs comprennent des déclarations qui sont par nature prédictives et relatives à des événements futurs ou à des conjonctures ou qui comprennent des termes tels que « prévoir », « anticiper », « compter », « planifier », « croire », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des versions négatives correspondantes.

De plus, tout énoncé portant sur le rendement, les stratégies et les perspectives ou sur des mesures pouvant être prises à l'avenir par le Régime constitue un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs reposent sur les attentes actuelles et sur les projections d'événements futurs et sont intrinsèquement assujettis, entre autres, aux risques, aux incertitudes et aux hypothèses portant sur le Régime et les facteurs économiques. Par conséquent, les hypothèses à l'égard des conditions économiques futures et d'autres facteurs pourraient s'avérer inexactes dans l'avenir.

Les énoncés prospectifs ne sont pas une garantie de rendement futur, et les événements réels pourraient différer grandement de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs faits par le Régime. De nombreux facteurs importants pourraient contribuer à ces écarts, y compris, mais sans s'y limiter, les facteurs économiques et politiques généraux ainsi que les conjonctures boursières en Amérique du Nord et sur la scène internationale, les taux d'intérêt et les taux de change, les marchés des actions et les marchés financiers mondiaux, la concurrence commerciale, les changements technologiques, les modifications de la réglementation gouvernementale, les actions en justice ou les mesures réglementaires imprévues, ainsi que les catastrophes.

Nous soulignons que la liste des facteurs importants ci-dessus n'est pas exhaustive. Nous vous encourageons à les examiner attentivement ainsi que tout autre facteur avant de prendre une décision de placement et nous vous conseillons vivement de ne pas vous fier indûment aux énoncés prospectifs, que ce soit à la suite d'une nouvelle information, d'événements futurs ou d'autres éléments avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Rapport de la direction sur le rendement du fonds

Introduction

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets du Régime Avantage CST de la Fiducie canadienne de bourses d'études (le « Régime »). Les états financiers annuels peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, en consultant notre site Web à l'adresse www.cst.org ou le site Web de SEDAR à www.sedar.com, en appelant notre service à la clientèle au 1 877 333-7377 ou en nous écrivant à l'adresse suivante : 2235 Sheppard Avenue East, Suite 1600, Toronto (Ontario) M2J 5B8.

La Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études, à titre de promoteur du Régime, et Épargne C.S.T. inc. (« Épargne CST »), à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, considèrent que la gouvernance et la conformité contribuent de manière importante au rendement global de la société et aux rendements à long terme sur les placements; nous passons en revue et appuyons donc les directives sur le vote par procuration établies par nos gestionnaires de placement. La politique en matière de vote par procuration de chaque gestionnaire de placement peut être obtenue, sur demande, auprès de notre service à la clientèle ou en écrivant à l'adresse cstplan@cst.org.

Le présent rapport de la direction sur le rendement du fonds présente l'opinion de l'équipe de gestion de portefeuille quant aux facteurs et faits nouveaux importants qui ont influé sur le rendement et les perspectives du Régime au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023.

Objectif et stratégie de placement

L'objectif de placement du Régime consiste à protéger le capital des souscripteurs (les « cotisations » nettes ou le « capital ») tout en offrant un rendement positif raisonnable sur les placements à long terme et en tenant compte d'un seuil de risque prudent.

Le Régime effectue ses investissements selon une composition stratégique en vertu de laquelle les actifs de capital sont investis dans une combinaison de titres à revenu fixe gouvernementaux et d'obligations de sociétés canadiennes notés BBB ou mieux. Les actifs de revenu (soit les fonds provenant des cotisations ou des subventions gouvernementales, comme les intérêts et les gains en capital) sont investis dans des fonds négociés en bourse (« FNB ») américains, canadiens ou internationaux des secteurs de l'immobilier et des infrastructures.

Les titres à revenu fixe du gouvernement du Canada du Régime sont gérés passivement par Gestion de Placements TD (« GPTD ») et Gestion d'actifs CIBC Inc., conformément à des cibles de durée préétablies. Les obligations de sociétés sont gérées activement par Gestion de Placements TD inc. et par Fiera Capital Corporation. Les portefeuilles de titres à revenu fixe gérés activement misent sur des stratégies d'accroissement durable de la valeur et peuvent s'appuyer sur la répartition sectorielle, l'examen du crédit et la gestion de la durée, selon l'expertise et le mandat des gestionnaires.

BMO Gestion d'actifs inc. et BlackRock Asset Management Canada Limited gèrent les actions du Régime. Ces actifs sont répartis entre des FNB canadiens ou américains qui reproduisent le

rendement de divers indices boursiers, y compris l'indice S&P/TSX composé plafonné, l'indice S&P US Total Market, l'indice de rendement global S&P 500, l'indice MSCI EAFE IMI et l'indice MSCI Emerging Markets. Les FNB mondiaux des secteurs de l'immobilier et des infrastructures sont gérés par BlackRock et visent à reproduire le rendement de leur indice de référence respectif.

Une partie des actifs du Régime est gérée par Gestion d'actifs C.S.T. Inc. dans une combinaison des catégories d'actifs susmentionnées visant à maintenir la composition des actifs du Régime et à respecter les exigences de liquidité de façon générale.

Risque

Les risques associés aux placements dans le Régime demeurent les mêmes que ceux qui sont décrits dans le prospectus. Au cours de l'exercice, le Régime n'a fait l'objet d'aucun changement significatif ayant une incidence sur le niveau de risque global lié à un placement dans le Régime.

Résultats d'exploitation

Rendement du régime

Au cours de l'exercice, le taux de rendement du Régime, déduction faite des frais, s'est établi à 4,1 %, par rapport à 0,2 % pour l'indice de référence de la politique de placement (l'« indice de référence »). En contraste, l'indice obligataire universel FTSE Canada et l'indice S&P/TSX composé plafonné, des indices généraux, ont généré des rendements de 0,0 % et de 0,4 %, respectivement, durant la même période. Le rendement du Régime est calculé après déduction des frais et des charges de 0,7 % tandis

que les rendements de l'indice de référence et des indices généraux ne tiennent compte d'aucun coût de placement comme les frais, les charges et les commissions.

Le taux de rendement du Régime, compte non tenu des frais et des charges, a été supérieur à celui de l'indice de référence au cours de l'exercice. La pondération en actions américaines et internationales du Régime a offert un rendement supérieur à celui de la composante actions canadiennes de l'indice de référence.

Retour sur l'économie

L'économie mondiale a continué de se redresser au cours de l'exercice, malgré les niveaux élevés des prix à la consommation et les multiples événements géopolitiques. Les banques centrales partout dans le monde ont maintenu leur engagement à lutter contre l'inflation grâce à des taux d'intérêt soutenus plus élevés. En octobre 2023, le Fonds monétaire international (le « FMI ») a prévu que la croissance mondiale ralentirait, pour passer de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % l'année suivante, ce qui est nettement en dessous de la moyenne historique à long terme. Le FMI a mentionné que les niveaux de risque relatifs à la croissance mondiale semblent plus équilibrés par rapport à l'année précédente, mais qu'ils demeurent défavorables dans l'ensemble.

La Banque du Canada a progressé vers son objectif de freiner l'inflation de l'IPC, dont le taux est passé d'un sommet de 8,1 % en juin 2022 à un peu moins de 4,0 % en septembre 2023. Elle a obtenu ce résultat en rehaussant son taux d'intérêt à quatre reprises au cours de l'année, pour le faire passer de 3,75 % en octobre 2022 à 5,00 % en septembre 2023. Par conséquent, l'économie canadienne a ralenti tout au long de 2023, et la croissance du PIB a chuté pour passer de 0,6 % en octobre 2022 à 0,0 % en juillet 2023. Le marché canadien de l'emploi s'est assoupli à partir de mai, et le taux de chômage a atteint 5,7 %, tandis que la demande a ralenti. Le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain pendant la majeure partie de l'exercice avant de remonter pour s'établir sous la barre des 74 cents américains à la fin d'octobre.

Étant donné le resserrement des conditions financières mondiales, les rendements des obligations à long terme ont affiché une forte hausse. L'augmentation globale de 1,25 % des taux d'intérêt réalisée par la Banque du Canada au cours de l'exercice a

déplacé et accentué la courbe de rendement vers le haut. Les titres dont l'échéance est plus longue, représentés par l'indice obligataire FTSE Canada à long terme, ont enregistré une baisse de 3,1 %. Les obligations à court terme positionnées plus prudemment ont été favorisées par la hausse de 2,4 % enregistrée par l'indice obligataire FTSE Canada à court terme, et les liquidités (représentées par l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE) ont affiché une hausse de 4,6 % au cours de la période. Dans ce contexte, le marché canadien des obligations (représenté par l'indice obligataire universel FTSE Canada) est demeuré stable dans son ensemble avec un rendement de 0,0 %, tandis que les obligations de sociétés canadiennes ont généré un rendement de 3,0 %, les écarts ayant poursuivi leur baisse au cours de la période.

Malgré des ventes massives survenues avec une certaine modération vers la fin de l'exercice, les actions ont obtenu des rendements importants au cours de l'exercice, et bon nombre des principaux indices de référence ont affiché des gains à deux chiffres. Les marchés boursiers des pays développés incluant les actions de sociétés américaines à forte capitalisation (représentées par le S&P 500) et les actions internationales (représentées par l'indice MSCI EAFE IMI) ont augmenté de 11,9 % et de 15,3 %, respectivement. Les actions des marchés émergents ont rebondi par rapport à l'exercice précédent, comme le démontre l'indice MSCI Emerging Markets IMI, qui a augmenté de 13,7 %. Les actions canadiennes (représentées par l'indice S&P/TSX composé plafonné) ont affiché un rendement de 0,4 %, ce qui est inférieur à celui des autres régions, en raison d'une diminution marquée de l'exposition plus importante de l'économie aux marchandises et aux actions du secteur de l'énergie découlant de la baisse de la demande mondiale.

Événements récents et autres renseignements

Nous sommes d'avis que notre stratégie de placement et notre philosophie de gestion prudente continueront à fournir de la valeur à long terme à notre Régime. Comme toujours, notre but est de protéger le capital et d'offrir un rendement raisonnable, conforme aux lignes directrices de notre politique en matière de placements et à notre tolérance, aux risques à nos souscripteurs et à nos bénéficiaires.

Faits saillants financiers et d'exploitation (avec chiffres correspondants)

Le tableau qui suit présente les principales informations financières du Régime et a pour objet de vous aider à comprendre le rendement financier du Régime pour les cinq derniers exercices. L'information présentée est tirée des états financiers annuels audités du Régime.

| (en milliers de dollars) | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2019 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| États de la situation financière | | | | | |
| Actif total | 4 284 598 \$ | 4 326 429 \$ | 5 018 621 \$ | 4 808 277 \$ | 4 638 128 \$ |
| Actif net | 4 273 906 \$ | 4 317 820 \$ | 5 004 398 \$ | 4 758 047 \$ | 4 623 160 \$ |
| Variation de l'actif net (%) | (1,02)% | (13,7)% | 5,2 % | 2,9 % | 12,1 % |
| États du résultat global | | | | | |
| (Perte nette) revenu net de placement | 183 239 \$ | (466 339)\$ | 315 322 \$ | 186 140 \$ | 497 538 \$ |
| États des variations de l'actif net | | | | | |
| Paiements d'aide aux études | (98 665)\$ | (101 183)\$ | (71 698)\$ | (51 144)\$ | (35 840)\$ |
| Subventions gouvernementales reçues, déduction faite des remboursements | 78 291 | 79 036 | 80 619 | 80 949 | 86 243 |
| Paiements des subventions gouvernementales aux bénéficiaires | (81 163) | (76 514) | (64 461) | (51 696) | (43 420) |
| Autres | | | | | |
| Nombre total de parts | 3 363 106 | 3 317 966 | 3 278 113 | 3 200 622 | 3 143 996 |
| Variation du nombre total de parts (%) | 1,4 % | 1,2 % | 2,4 % | 1,8 % | 2,6 % |

Frais de gestion

Frais d'administration

Des frais d'administration de 24,7 millions de dollars (2022 – 26,3 millions de dollars), qui comprennent les frais d'administration et de traitement ainsi que les charges liées à l'information financière du Régime, ont été versés à la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études (la « Fondation »), le promoteur et administrateur du Régime, conformément aux conventions de régime d'épargne-études des souscripteurs. L'administration du Régime englobe les services de traitement et ceux des centres d'appels liés aux nouvelles conventions, les subventions gouvernementales, les modifications, les résiliations et les échéances du Régime, ainsi que les paiements d'aide aux études (« PAE »). Les frais d'administration annuels sont établis à 0,5 % du montant total des cotisations nettes, des subventions gouvernementales et du revenu réalisé sur ces montants, sous réserve des impôts applicables, et ils sont payés chaque mois.

La Fondation a délégué certaines fonctions d'administration et de placement à sa filiale entièrement détenue, Épargne CST, qui est un cabinet de courtage en régimes de bourses d'études inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement du Régime en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, conformément à la législation sur les valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada où il vend des régimes de bourses d'études. Épargne CST est le distributeur exclusif des régimes de la Fiducie canadienne de bourses d'études.

En contrepartie de ses services d'administration, Épargne CST reçoit de la Fondation un montant égal aux frais d'administration engagés, plus un pourcentage de ces frais. L'entente de prestation de services d'administration est renouvelable annuellement.

Frais de gestion de portefeuille

Les frais de gestion de placements annuels liés au Régime, compte tenu des impôts, se sont établis à 0,09 % (2022 – 0,09 %) de la valeur de marché moyenne des actifs selon les conventions de gestion de placements conclues avec les gestionnaires de portefeuille. En retour, les gestionnaires de portefeuille offrent des services-conseils en matière de placement et des services de gestion de compte discrétionnaires en ce qui a trait à l'achat, à la vente et à la négociation de titres.

Frais au titre de la rémunération du fiduciaire et des droits de garde

Le Régime verse des frais au titre de la rémunération du fiduciaire et des droits de garde à Fiducie RBC Services aux Investisseurs pour régler toutes les opérations de placement, pour payer les frais engagés et pour verser les PAE et d'autres sommes conformément aux modalités de la convention du Régime. En 2023, les frais ainsi imputés au Régime se sont élevés à 0,7 million de dollars (2022 – 0,7 million de dollars), et représentent, compte tenu des impôts, 0,01 % (2022 – 0,01 %) de la valeur de marché moyenne des actifs.

Aperçu du portefeuille du Régime

Le total de l'actif du portefeuille du Régime se compose du capital, des subventions gouvernementales et du revenu liés à toutes les conventions de régime d'épargne-études n'ayant pas encore atteint leur date d'échéance, ainsi que des actifs à partir desquels les bénéficiaires admissibles reçoivent des PAE.

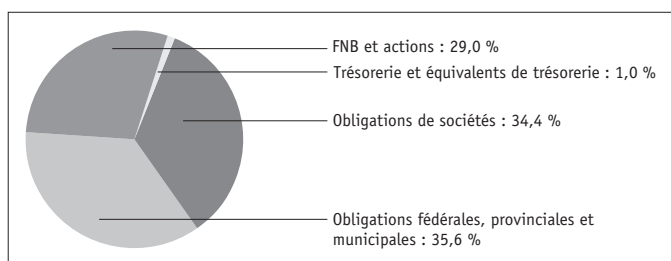
Les actifs liés au remboursement des frais de souscription et le revenu de placement connexe servent à payer les droits au remboursement des frais de souscription aux bénéficiaires admissibles. Ces actifs sont investis collectivement avec des fonds

liés au remboursement des frais de souscription d'autres régimes administrés par la Fondation. Les paiements versés aux bénéficiaires à partir d'actifs liés au remboursement des frais de souscription sont traités à titre de paiements distincts.

Le total de l'actif du portefeuille du Régime, tel qu'il est présenté et défini dans le présent rapport, reflète le capital, les subventions gouvernementales et le revenu. Le total de l'actif du portefeuille du Régime ne reflète pas la répartition de l'actif regroupé au sein du remboursement des frais de souscription attribuable à ce Régime.

Le graphique suivant illustre le total de l'actif du portefeuille du Régime par catégorie de placement.

Composition de l'actif au 31 octobre 2023



Le tableau ci-dessous présente en détail les 25 principales positions acheteur comprises dans le total de l'actif du portefeuille du Régime. Le Régime n'a pas le droit de détenir des positions vendeur sur des titres.

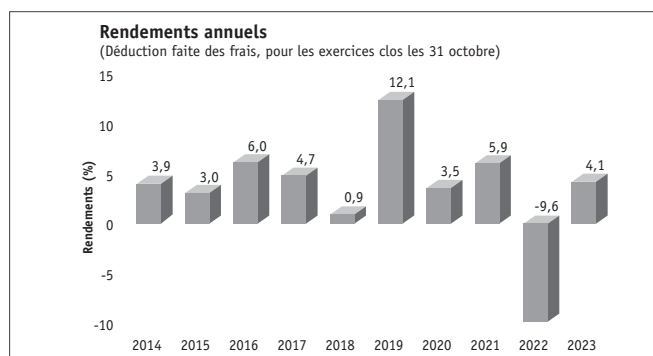
| Émetteur | | Juste valeur (en milliers de dollars) | % de l'actif du portefeuille du Régime |
|---|-----------------------------------|---|--|
| FINB BMO S&P 500 | | 270 936 | 6,7 % |
| iShares Core S&P U.S. ETF | | 258 030 | 6,4 % |
| iShares Core MSCI EAFE IMI Index ETF | | 155 608 | 3,8 % |
| iShares Core S&P 500 Index ETF | | 101 887 | 2,5 % |
| FINB BMO MSCI EAFE | | 89 385 | 2,2 % |
| Banque de Montréal | | 65 435 | 1,6 % |
| iShares Core MSCI Emerging Markets IMI Index ETF | | 62 322 | 1,5 % |
| iShares Global Real Estate Index ETF | | 59 543 | 1,5 % |
| iShares Global Infrastructure Index ETF | | 58 324 | 1,4 % |
| Province de l'Ontario | 2,05 % 2 juin 2030 | 52 049 | 1,3 % |
| Province de l'Ontario | 2,70 % 2 juin 2029 | 51 693 | 1,3 % |
| Province de Québec | 1,90 % 1 ^{er} sept. 2030 | 48 868 | 1,2 % |
| FINB BMO MSCI marchés émergents | | 46 474 | 1,1 % |
| Province de l'Ontario | 2,15 % 2 juin 2031 | 45 562 | 1,1 % |
| Province de l'Ontario | 2,25 % 2 déc. 2031 | 45 166 | 1,1 % |
| Province de l'Ontario | 3,75 % 2 juin 2032 | 44 615 | 1,1 % |
| Province de Québec | 3,25 % 1 ^{er} sept. 2032 | 38 871 | 1,0 % |
| Province de Québec | 1,50 % 1 ^{er} sept. 2031 | 34 635 | 0,9 % |
| Gouvernement du Canada | 1,25 % 1 ^{er} juin 2030 | 34 072 | 0,8 % |
| Gouvernement du Canada | 2,00 % 1 ^{er} juin 2028 | 33 924 | 0,8 % |
| Province de l'Ontario | 1,35 % 2 déc. 2030 | 33 517 | 0,8 % |
| Province de l'Alberta | 2,05 % 1 ^{er} juin 2030 | 31 827 | 0,8 % |
| Province de Québec | 2,30 % 1 ^{er} sept. 2029 | 29 681 | 0,7 % |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,35 % 15 mars 2028 | 26 971 | 0,7 % |
| Gouvernement du Canada | 2,75 % 1 ^{er} août 2024 | 24 332 | 0,6 % |
| 25 principales positions acheteur en pourcentage du total de l'actif du portefeuille du Régime | | | 42,9% |

Rendement passé

Les rendements présentés dans le tableau ci-après et dans le tableau des rendements composés annuels sont fondés uniquement sur le rendement de placement réalisé sur le total de l'actif du portefeuille du Régime et ils ne reflètent pas le rendement de placement de l'actif provenant des droits au remboursement des frais de vente. Le rendement sur les placements a été calculé selon les valeurs du marché et les flux de trésorerie pondérés selon le temps applicables aux périodes. Les charges totales engagées par le Régime, dont les frais d'administration, les frais de gestion du portefeuille, les frais au titre de la rémunération de fiduciaire et des droits de garde et les honoraires du comité d'examen indépendant, ont été déduites, et seuls les rendements nets sont présentés pour chaque période. Les rendements passés du Régime ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

Rendements annuels

Le graphique à bandes ci-dessous indique le rendement annuel du total de l'actif du portefeuille du Régime pour chacun des dix derniers exercices. Le graphique présente, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation à la hausse ou à la baisse, au dernier jour de l'exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice.



Rendements composés annuels

L'indice de référence du Régime se compose à 70 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada et à 30 % de l'indice S&P/TSX composé plafonné. L'indice obligataire universel FTSE Canada est une mesure générale du marché des titres à revenu fixe de première qualité du Canada et comprend des obligations gouvernementales et de sociétés dont l'échéance est supérieure à un an. L'indice S&P/TSX composé plafonné reflète les fluctuations des cours de certains titres inscrits à la Bourse de Toronto et pondérés en fonction de la capitalisation boursière, selon une pondération maximale de 10 % pour toutes ses composantes.

Le tableau suivant illustre les rendements composés annuels du total de l'actif du portefeuille du Régime pour les périodes indiquées closes le 31 octobre 2023.

| | Périodes | | | |
|---|------------|--------------|------------|------------|
| | 1 an | 3 ans | 5 ans | 10 ans |
| Rendement net du Régime* | 4,1 | (0,1) | 2,9 | 3,3 |
| Rendement de l'indice de référence | 0,2 | (0,4) | 2,9 | 3,6 |
| Indice obligataire universel FTSE Canada | 0,0 | (4,8) | 0,2 | 1,6 |
| Indice S&P/TSX composé plafonné | 0,4 | 9,8 | 8,0 | 6,7 |

* Le rendement du Régime est calculé après déduction des frais et des charges tandis que les rendements de l'indice de référence et de l'indice général ne tiennent compte d'aucun coût de placement comme les frais, les charges et les commissions. Les frais et charges du Régime se sont établis à 0,7 % pour chaque période.

Pour une analyse du marché ou de l'information sur le rendement relatif du Régime par rapport à son indice général et à son indice de référence, se reporter à la rubrique intitulée Résultats d'exploitation du présent rapport.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints du Régime Avantage CST (le « Régime ») de la Fiducie canadienne de bourses d'études sont préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études (la « Fondation »). La direction est responsable de l'information et des déclarations incluses dans ces états financiers. Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver les états financiers et de superviser la performance de la direction en ce qui a trait à ses responsabilités en matière d'information financière.

La Fondation, par l'entremise d'Épargne C.S.T. inc., sa filiale entièrement détenue chargée de l'administration du Régime, a mis en place des processus appropriés pour garantir la production d'une information financière pertinente et fiable. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ils incluent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. Les principales conventions comptables sont, selon la direction, appropriées pour le Régime et sont définies à la note 2 des états financiers.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. est l'auditeur externe du Régime. Il a effectué son audit des états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada de manière à pouvoir fournir au conseil d'administration et aux membres de la Fondation son opinion à l'égard des états financiers. Son rapport est présenté ci-dessous.



Sherry J. MacDonald, CPA, CA
Présidente et chef de la direction



Christopher Ferris, CPA, CGA, CFA
Chef des finances

Toronto (Ontario)
Le 19 décembre 2023

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention du conseil d'administration et des membres de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Régime Avantage CST de la Fiducie canadienne de bourses d'études (le « Régime »), qui comprennent les états de la situation financière aux 31 octobre 2023 et 2022, et les états du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime aux 31 octobre 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations comprennent le rapport de la direction sur le rendement du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de la direction sur le rendement du fonds avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Régime.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Régime à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Régime à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 19 décembre 2023
Toronto (Ontario)

États de la situation financière

Aux 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|--|---------------------|---------------------|
| Actif | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 44 819 \$ | 75 217 \$ |
| Placements (note 4 et Tableau complémentaire I) | 4 196 263 | 4 215 018 |
| Débiteurs pour les titres vendus | 3 416 | – |
| Produits à recevoir et autres débiteurs | 27 394 | 23 602 |
| Subventions gouvernementales à recevoir | 12 706 | 12 592 |
| | 4 284 598 | 4 326 429 |
| Passif | | |
| Créditeurs pour les titres achetés | 334 | – |
| Créditeurs et charges à payer | 10 358 | 8 609 |
| | 10 692 | 8 609 |
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | 4 273 906 | 4 317 820 |
| Représenté par : | | |
| Fonds non discrétionnaires | | |
| Revenu cumulé détenu pour le versement futur des paiements d'aide aux études | 569 538 | 577 714 |
| Dépôts des souscripteurs (Tableau complémentaire II) | 2 341 850 | 2 388 579 |
| Subventions gouvernementales | 924 188 | 930 681 |
| Revenu tiré des subventions gouvernementales | 257 927 | 243 850 |
| Droits au remboursement des frais de souscription (note 8) | 199 235 | 213 431 |
| Fonds général (note 7) | 921 | (2 014) |
| Profits (pertes) latents | (19 753) | (34 421) |
| | 4 273 906 \$ | 4 317 820 \$ |

Approuvé au nom du conseil d'administration de la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études,



Douglas P. McPhie, FCPA, FCA
Administrateur



Sherry J. MacDonald, CPA, CA
Administratrice

États du résultat global

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|--------------------|
| Produits | | |
| Intérêts | 94 806 \$ | 88 781 \$ |
| Profits (pertes) réalisés à la vente de placements | 42 191 | (100 264) |
| Variation des profits (pertes) latents | 40 808 | (488 765) |
| Dividendes | 34 967 | 64 857 |
| | 212 772 | (435 391) |
| Charges | | |
| Frais d'administration et frais de tenue de compte (note 3a) | 24 748 | 26 338 |
| Frais de gestion de portefeuille | 3 928 | 3 823 |
| Frais au titre de la rémunération du fiduciaire et des droits de garde | 748 | 739 |
| Honoraires du comité d'examen indépendant | 109 | 48 |
| | 29 533 | 30 948 |
| Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux opérations | 183 239 \$ | (466 339)\$ |

États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|---|---------------------|---------------------|
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires au début de l'exercice | 4 317 820 \$ | 5 004 398 \$ |
| Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux opérations | 183 239 | (466 339) |
| Transferts à des régimes internes et externes | (49 826) | (53 241) |
| | 133 413 | (519 580) |
| Encaissements | | |
| Subventions gouvernementales reçues (déduction faite des remboursements) | 78 291 | 79 036 |
| Décaissements | | |
| Diminution nette des dépôts des souscripteurs (Tableau complémentaire II) | (46 729) | (40 646) |
| Paiements aux bénéficiaires | | |
| Paievements d'aide aux études | (98 665) | (101 183) |
| Subventions gouvernementales | (81 163) | (76 514) |
| Remboursement des frais de souscription | (27 369) | (26 015) |
| Remboursement de produits | (1 692) | (1 676) |
| Total des paiements aux bénéficiaires | (208 889) | (205 388) |
| Encaissements moins décaissements | (177 327) | (166 998) |
| Variation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires | (43 914) | (686 578) |
| Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires à la fin de l'exercice | 4 273 906 \$ | 4 317 820 \$ |

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

| | 2023 | 2022 |
|---|--------------------|-------------|
| Activités d'exploitation | | |
| Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux opérations | 183 239 \$ | (466 339)\$ |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | |
| (Profits) pertes réalisés à la vente de placements | (42 191) | 100 264 |
| Variation des (profits) pertes latents | (40 808) | 488 765 |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | | |
| (Augmentation) diminution des produits à recevoir et autres débiteurs | (3 792) | 1 793 |
| (Augmentation) des subventions gouvernementales à recevoir | (114) | (295) |
| Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer | 1 749 | (2 152) |
| Achat de placements | (1 327 110) | (1 419 105) |
| Produit de la vente et de la venue à échéance de placements | 1 425 782 | 1 544 899 |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation | 196 755 | 247 830 |
| Activités de financement | | |
| Transferts à des régimes internes et externes | (49 826) | (53 241) |
| Subventions gouvernementales reçues (déduction faite des remboursements) | 78 291 | 79 036 |
| Augmentation nette des dépôts des souscripteurs <i>(Tableau complémentaire II)</i> | (46 729) | (40 646) |
| Paiements aux bénéficiaires | (208 889) | (205 388) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement | (227 153) | (220 239) |
| (Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (30 398) | 27 591 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice | 75 217 | 47 626 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice | 44 819 | 75 217 |
| Information supplémentaire sur les flux de trésorerie : | | |
| Impôt déduit à la source | – \$ | – \$ |
| Produits d'intérêts reçus | 91 014 | 90 574 |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|-------------------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|---|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Fédérales – 14,6 % | | | | | | Fédérales – 14,6 % (suite) | | | | | |
| Aéroports de Montréal | 6,95 | 16 avril 2032 | 817 | 861 | 1 042 | Gouvernement du Canada | - | 12 sept. 2024 | 6 000 | 5 709 | 5 709 |
| Aéroports de Montréal | 5,67 | 16 oct. 2037 | 628 | 639 | 903 | Gouvernement du Canada | 3,00 | 1 ^{er} nov. 2024 | 4 700 | 4 608 | 4 595 |
| Calgary Airport Authority | 3,20 | 7 oct. 2036 | 135 | 106 | 135 | Gouvernement du Canada | 3,75 | 1 ^{er} févr. 2025 | 3 925 | 3 868 | 3 866 |
| Calgary Airport Authority | 3,34 | 7 oct. 2038 | 1 435 | 1 108 | 1 435 | Gouvernement du Canada | 1,25 | 1 ^{er} mars 2025 | 1 834 | 1 750 | 1 903 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,80 | 15 déc. 2024 | 7 370 | 7 113 | 7 330 | Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} avril 2025 | 4 825 | 4 604 | 4 650 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,55 | 15 mars 2025 | 4 000 | 3 874 | 4 093 | Gouvernement du Canada | 2,25 | 1 ^{er} juin 2025 | 5 250 | 5 052 | 5 301 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 0,95 | 15 juin 2025 | 5 557 | 5 222 | 5 362 | Gouvernement du Canada | 0,50 | 1 ^{er} sept. 2025 | 6 711 | 6 225 | 6 323 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,95 | 15 déc. 2025 | 9 485 | 8 957 | 9 759 | Gouvernement du Canada | 3,00 | 1 ^{er} oct. 2025 | 4 275 | 4 146 | 4 194 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,25 | 15 déc. 2025 | 7 000 | 6 653 | 7 364 | Gouvernement du Canada | 0,25 | 1 ^{er} mars 2026 | 7 448 | 6 755 | 7 040 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,25 | 15 juin 2026 | 5 824 | 5 343 | 5 793 | Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} juin 2026 | 1 917 | 1 782 | 1 879 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,90 | 15 sept. 2026 | 9 176 | 8 522 | 9 426 | Gouvernement du Canada | 1,00 | 1 ^{er} sept. 2026 | 7 320 | 6 667 | 6 973 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,10 | 15 déc. 2026 | 1 488 | 1 340 | 1 485 | Gouvernement du Canada | 1,25 | 1 ^{er} mars 2027 | 11 118 | 10 075 | 10 487 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,55 | 15 déc. 2026 | 3 772 | 3 446 | 3 526 | Gouvernement du Canada | 1,00 | 1 ^{er} juin 2027 | 19 498 | 17 460 | 18 852 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,35 | 15 juin 2027 | 26 038 | 24 187 | 26 216 | Gouvernement du Canada | 8,00 | 1 ^{er} juin 2027 | 5 750 | 6 469 | 8 095 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 3,80 | 15 juin 2027 | 596 | 582 | 595 | Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} sept. 2027 | 1 500 | 1 422 | 1 460 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,35 | 15 mars 2028 | 29 377 | 26 971 | 31 020 | Gouvernement du Canada | 3,50 | 1 ^{er} mars 2028 | 5 175 | 5 038 | 5 170 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,65 | 15 mars 2028 | 2 500 | 2 325 | 2 716 | Gouvernement du Canada | 2,00 | 1 ^{er} juin 2028 | 37 103 | 33 924 | 36 380 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,65 | 15 déc. 2028 | 5 442 | 5 004 | 5 577 | Gouvernement du Canada | 3,25 | 1 ^{er} sept. 2028 | 6 225 | 5 990 | 6 077 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 4,25 | 15 déc. 2028 | 5 000 | 4 958 | 4 994 | Gouvernement du Canada | 2,25 | 1 ^{er} juin 2029 | 13 308 | 12 148 | 13 570 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,10 | 15 sept. 2029 | 10 184 | 8 970 | 10 495 | Gouvernement du Canada | 5,75 | 1 ^{er} juin 2029 | 10 000 | 10 846 | 13 394 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,75 | 15 juin 2030 | 14 169 | 11 987 | 14 189 | Gouvernement du Canada | 1,25 | 1 ^{er} juin 2030 | 40 617 | 34 072 | 38 267 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,40 | 15 mars 2031 | 15 216 | 12 272 | 14 543 | Gouvernement du Canada | 7,21 | 1 ^{er} nov. 2030 | 350 | 202 | 242 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,90 | 15 mars 2031 | 10 764 | 9 016 | 10 720 | Gouvernement du Canada | 0,50 | 1 ^{er} déc. 2030 | 27 031 | 21 146 | 24 269 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 1,60 | 15 déc. 2031 | 890 | 714 | 887 | Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} juin 2031 | 4 691 | 3 901 | 4 255 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 2,15 | 15 déc. 2031 | 816 | 685 | 815 | Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} déc. 2031 | 1 997 | 1 643 | 1 722 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 3,55 | 15 sept. 2032 | 3 718 | 3 444 | 3 747 | Gouvernement du Canada | 2,00 | 1 ^{er} juin 2032 | 15 262 | 12 961 | 13 477 |
| Fiducie du Canada pour l'habitation | 3,65 | 15 juin 2033 | 5 000 | 4 636 | 4 993 | Gouvernement du Canada | 2,50 | 1 ^{er} déc. 2032 | 3 725 | 3 279 | 3 485 |
| Gouvernement du Canada | - | 21 déc. 2023 | 775 | 764 | 764 | Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} juin 2033 | 19 940 | 17 862 | 18 731 |
| Gouvernement du Canada | - | 18 janv. 2024 | 225 | 222 | 222 | Gouvernement du Canada | 5,75 | 1 ^{er} juin 2033 | 925 | 1 044 | 1 430 |
| Gouvernement du Canada | - | 25 avril 2024 | 6 000 | 5 813 | 5 813 | Gouvernement du Canada | 3,25 | 1 ^{er} déc. 2033 | 3 205 | 2 993 | 2 994 |
| Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} mai 2024 | 12 000 | 11 792 | 11 679 | Gouvernement du Canada | 5,00 | 1 ^{er} juin 2037 | 520 | 568 | 745 |
| Gouvernement du Canada | - | 23 mai 2024 | 11 000 | 10 617 | 10 617 | Gouvernement du Canada | 4,00 | 1 ^{er} juin 2041 | 225 | 224 | 308 |
| Gouvernement du Canada | 2,50 | 1 ^{er} juin 2024 | 21 400 | 21 093 | 21 729 | Gouvernement du Canada | 3,50 | 1 ^{er} déc. 2045 | 891 | 832 | 1 201 |
| Gouvernement du Canada | - | 20 juin 2024 | 24 850 | 23 794 | 23 794 | Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} déc. 2048 | 597 | 488 | 791 |
| Gouvernement du Canada | - | 18 juill. 2024 | 17 300 | 16 534 | 16 534 | Gouvernement du Canada | 2,00 | 1 ^{er} déc. 2051 | 2 222 | 1 511 | 2 208 |
| Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} août 2024 | 24 750 | 24 332 | 24 333 | Gouvernement du Canada | 1,75 | 1 ^{er} déc. 2053 | 13 644 | 8 556 | 9 831 |
| Gouvernement du Canada | - | 15 août 2024 | 13 650 | 13 024 | 13 024 | Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} déc. 2055 | 500 | 396 | 466 |
| | | | | | | Gouvernement du Canada | 2,75 | 1 ^{er} déc. 2064 | 1 268 | 980 | 1 463 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 1,54 | 3 mai 2028 | 3 249 | 2 839 | 3 146 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 2,73 | 3 avril 2029 | 8 186 | 7 334 | 8 011 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 7,10 | 4 juin 2031 | 1 175 | 1 291 | 1 720 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 6,98 | 15 oct. 2032 | 253 | 279 | 377 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 6,47 | 2 févr. 2034 | 703 | 755 | 1 017 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 2,75 | 17 oct. 2039 | 3 333 | 2 404 | 3 249 |
| | | | | | | Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 4,53 | 2 déc. 2041 | 1 602 | 1 443 | 2 118 |
| | | | | | | Labrador-Island Link Funding Trust | 3,76 | 1 ^{er} juin 2033 | 250 | 230 | 293 |
| | | | | | | Labrador-Island Link Funding Trust | 3,86 | 1 ^{er} déc. 2045 | 3 000 | 2 585 | 3 302 |
| | | | | | | Aéroport de Montréal | 3,03 | 21 avril 2050 | 1 351 | 915 | 1 434 |
| | | | | | | Aéroport de Montréal | 3,44 | 26 avril 2051 | 1 331 | 973 | 1 331 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|-------------------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Fédérales – 14,6 % (suite) | | | | | | Provinciales – 20,8 % (suite) | | | | | |
| Muskkrat Falls Funding Trust | 3,83 | 1 ^{er} juin 2037 | 3 250 | 2 899 | 3 742 | Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 1,75 | 2 juin 2030 | 4 639 | 3 850 | 4 565 |
| Muskkrat Falls Funding Trust | 3,86 | 1 ^{er} déc. 2048 | 3 000 | 2 568 | 3 668 | Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,05 | 2 juin 2031 | 1 463 | 1 201 | 1 413 |
| Vancouver International Airport | 2,80 | 21 sept. 2050 | 1 179 | 764 | 1 179 | Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 4,15 | 2 juin 2033 | 300 | 281 | 289 |
| Winnipeg Airports Authority | 5,21 | 28 sept. 2040 | 339 | 316 | 398 | Province de la Nouvelle-Écosse | - | 1 ^{er} juin 2024 | 1 000 | 965 | 965 |
| Winnipeg Airports Authority | 6,10 | 20 nov. 2040 | 127 | 124 | 159 | Province de la Nouvelle-Écosse | 4,05 | 1 ^{er} juin 2029 | 1 900 | 1 850 | 1 899 |
| | | | | 591 835 | 644 616 | Province de la Nouvelle-Écosse | 2,00 | 1 ^{er} sept. 2030 | 7 583 | 6 409 | 7 727 |
| Provinciales – 20,8 % | | | | | | Province de la Nouvelle-Écosse | 2,40 | 1 ^{er} déc. 2031 | 4 562 | 3 834 | 4 105 |
| Province de l'Alberta | - | 1 ^{er} juin 2026 | 519 | 476 | 476 | Province de la Nouvelle-Écosse | 5,80 | 1 ^{er} juin 2033 | 3 000 | 3 204 | 3 887 |
| Province de l'Alberta | - | 1 ^{er} juin 2028 | 500 | 436 | 436 | Province de l'Ontario | - | 20 mars 2024 | 5 000 | 4 892 | 4 892 |
| Province de l'Alberta | 2,90 | 1 ^{er} déc. 2028 | 14 611 | 13 538 | 15 348 | Province de l'Ontario | - | 2 juin 2024 | 2 000 | 1 870 | 1 870 |
| Province de l'Alberta | 2,90 | 20 sept. 2029 | 9 250 | 8 454 | 9 467 | Province de l'Ontario | - | 3 mai 2026 | 1 300 | 1 190 | 1 190 |
| Province de l'Alberta | 2,05 | 1 ^{er} juin 2030 | 37 236 | 31 827 | 38 432 | Province de l'Ontario | - | 13 juill. 2026 | 1 400 | 1 277 | 1 277 |
| Province de l'Alberta | 1,65 | 1 ^{er} juin 2031 | 24 618 | 19 826 | 23 240 | Province de l'Ontario | 6,50 | 8 mars 2029 | 18 275 | 19 921 | 24 897 |
| Province de l'Alberta | 3,50 | 1 ^{er} juin 2031 | 2 670 | 2 461 | 2 798 | Province de l'Ontario | 2,70 | 2 juin 2029 | 56 872 | 51 693 | 58 458 |
| Province de l'Alberta | 4,15 | 1 ^{er} juin 2033 | 2 000 | 1 896 | 1 948 | Province de l'Ontario | 1,55 | 1 ^{er} nov. 2029 | 12 000 | 10 113 | 10 692 |
| Province de la Colombie-Britannique | - | 18 juin 2027 | 938 | 841 | 841 | Province de l'Ontario | 2,05 | 2 juin 2030 | 60 890 | 52 049 | 62 535 |
| Province de la Colombie-Britannique | - | 18 déc. 2027 | 500 | 445 | 445 | Province de l'Ontario | 1,35 | 2 déc. 2030 | 41 824 | 33 517 | 40 408 |
| Province de la Colombie-Britannique | 2,95 | 18 déc. 2028 | 10 901 | 10 123 | 11 804 | Province de l'Ontario | 2,15 | 2 juin 2031 | 54 437 | 45 562 | 52 301 |
| Province de la Colombie-Britannique | 5,70 | 18 juin 2029 | 9 960 | 10 516 | 13 113 | Province de l'Ontario | 6,20 | 2 juin 2031 | 3 875 | 4 233 | 5 154 |
| Province de la Colombie-Britannique | 2,20 | 18 juin 2030 | 24 228 | 20 893 | 24 904 | Province de l'Ontario | 2,25 | 2 déc. 2031 | 54 240 | 45 166 | 51 684 |
| Province de la Colombie-Britannique | 1,55 | 18 juin 2031 | 22 867 | 18 252 | 21 661 | Province de l'Ontario | 3,75 | 2 juin 2032 | 48 150 | 44 615 | 47 328 |
| Province de la Colombie-Britannique | 6,35 | 18 juin 2031 | 6 875 | 7 577 | 8 960 | Province de l'Ontario | 5,85 | 8 mars 2033 | 15 000 | 16 095 | 18 189 |
| Province de la Colombie-Britannique | 3,20 | 18 juin 2032 | 6 350 | 5 637 | 5 953 | Province de l'Ontario | 3,65 | 2 juin 2033 | 19 175 | 17 462 | 18 158 |
| Province de la Colombie-Britannique | 3,55 | 18 juin 2033 | 4 900 | 4 422 | 4 636 | Province de l'Île-du-Prince-Édouard | 1,85 | 27 juill. 2031 | 1 456 | 1 177 | 1 371 |
| Province du Manitoba | 2,75 | 2 juin 2029 | 6 873 | 6 255 | 7 331 | Province de Québec | - | 1 ^{er} mars 2024 | 5 000 | 4 877 | 4 877 |
| Province du Manitoba | 3,25 | 5 sept. 2029 | 500 | 465 | 472 | Province de Québec | - | 1 ^{er} juin 2025 | 3 800 | 3 575 | 3 575 |
| Province du Manitoba | 2,05 | 2 juin 2030 | 10 412 | 8 881 | 10 675 | Province de Québec | - | 21 sept. 2025 | 3 000 | 2 801 | 2 801 |
| Province du Manitoba | 6,30 | 5 mars 2031 | 625 | 683 | 825 | Province de Québec | 2,30 | 1 ^{er} sept. 2029 | 33 526 | 29 681 | 32 776 |
| Province du Manitoba | 2,05 | 2 juin 2031 | 12 245 | 10 146 | 12 103 | Province de Québec | 6,00 | 1 ^{er} oct. 2029 | 17 150 | 18 386 | 21 814 |
| Province du Manitoba | 3,90 | 2 déc. 2032 | 8 500 | 7 906 | 8 390 | Province de Québec | 1,90 | 1 ^{er} sept. 2030 | 58 065 | 48 868 | 57 209 |
| Province du Nouveau-Brunswick | - | 18 janv. 2024 | 5 000 | 4 936 | 4 936 | Province de Québec | 2,10 | 27 mai 2031 | 14 375 | 12 035 | 12 698 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 5,65 | 27 déc. 2028 | 4 000 | 4 188 | 5 228 | Province de Québec | 1,50 | 1 ^{er} sept. 2031 | 43 796 | 34 635 | 39 211 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 2,55 | 14 août 2031 | 3 126 | 2 674 | 2 891 | Province de Québec | 6,25 | 1 ^{er} juin 2032 | 10 000 | 10 984 | 12 501 |
| Province du Nouveau-Brunswick | 3,95 | 14 août 2032 | 6 000 | 5 611 | 5 922 | Province de Québec | 3,25 | 1 ^{er} sept. 2032 | 43 700 | 38 871 | 40 900 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | - | 27 févr. 2026 | 1 000 | 918 | 918 | Province de Québec | 3,60 | 1 ^{er} sept. 2033 | 17 850 | 16 161 | 16 829 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 1,25 | 2 juin 2027 | 1 500 | 1 333 | 1 498 | Province de Québec | 5,25 | 1 ^{er} juin 2034 | 4 200 | 4 310 | 5 292 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,85 | 2 juin 2028 | 2 500 | 2 316 | 2 664 | Province de la Saskatchewan | 3,20 | 3 juin 2024 | 1 000 | 995 | 995 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2,85 | 2 juin 2029 | 8 381 | 7 631 | 8 833 | Province de la Saskatchewan | - | 5 sept. 2027 | 818 | 730 | 730 |
| | | | | | | Province de la Saskatchewan | 3,05 | 2 déc. 2028 | 6 000 | 5 597 | 6 260 |
| | | | | | | Province de la Saskatchewan | 2,20 | 2 juin 2030 | 3 899 | 3 363 | 4 016 |
| | | | | | | Province de la Saskatchewan | 2,15 | 2 juin 2031 | 8 108 | 6 777 | 8 152 |
| | | | | | | Province de la Saskatchewan | 6,40 | 5 sept. 2031 | 5 300 | 5 854 | 7 381 |
| | | | | | | Province de la Saskatchewan | 3,90 | 2 juin 2033 | 1 775 | 1 649 | 1 706 |
| | | | | | | South Coast Transportation Authority | 3,25 | 23 nov. 2028 | 1 500 | 1 411 | 1 498 |
| | | | | | | | | | 845 549 | 963 623 | |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|---|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Municipales – 0,2 % | | | | | | De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | |
| Ville de Montréal | 1,75 | 1 ^{er} sept. 2030 | 2 000 | 1 647 | 1 926 | Banque de Montréal | 4,31 | 1 ^{er} juin 2027 | 22 020 | 21 027 | 21 624 |
| Ville de Montréal | 4,25 | 1 ^{er} sept. 2033 | 500 | 470 | 501 | Banque de Montréal | 4,71 | 7 déc. 2027 | 1 900 | 1 831 | 1 861 |
| Ville de Vancouver | 3,10 | 21 sept. 2028 | 1 400 | 1 309 | 1 400 | Banque de Montréal | 3,19 | 1 ^{er} mars 2028 | 1 000 | 1 070 | 1 070 |
| Municipal Finance Authority of British Columbia | 2,30 | 15 avril 2031 | 2 000 | 1 693 | 1 998 | Banque de Montréal | 2,88 | 17 sept. 2029 | 9 635 | 9 369 | 9 616 |
| Municipalité régionale de Niagara | – | 30 déc. 2023 | 550 | 535 | 535 | Banque de Montréal | 2,08 | 17 juin 2030 | 2 082 | 1 950 | 2 082 |
| Municipalité régionale de Niagara | – | 30 juin 2024 | 550 | 521 | 521 | Banque de Montréal | 6,53 | 27 oct. 2032 | 1 262 | 1 273 | 1 262 |
| Municipalité régionale de Niagara | – | 30 déc. 2024 | 550 | 524 | 524 | Banque de Montréal | 7,33 | 26 nov. 2082 | 1 011 | 964 | 1 011 |
| | | | | 6 699 | 7 405 | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,49 | 23 sept. 2024 | 7 058 | 6 867 | 7 019 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 5,50 | 29 déc. 2025 | 1 429 | 1 422 | 1 428 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 5,50 | 8 mai 2026 | 3 300 | 3 284 | 3 287 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 1,85 | 2 nov. 2026 | 6 859 | 6 153 | 6 781 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,95 | 8 mars 2027 | 13 286 | 12 185 | 12 865 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,84 | 3 juill. 2029 | 4 184 | 4 093 | 4 211 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 3,93 | 3 mai 2032 | 11 721 | 10 840 | 11 293 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 5,65 | 31 déc. 2056 | 191 | 192 | 234 |
| | | | | | | La Banque de Nouvelle-Écosse | 7,02 | 27 juill. 2082 | 976 | 923 | 976 |
| | | | | | | Bell Canada | 2,70 | 27 févr. 2024 | 2 000 | 1 961 | 1 961 |
| | | | | | | Bell Canada | 2,90 | 10 sept. 2029 | 11 615 | 10 051 | 11 140 |
| | | | | | | Bell Canada | 2,50 | 14 mai 2030 | 2 140 | 1 763 | 2 137 |
| | | | | | | Bell Canada | 3,00 | 17 mars 2031 | 1 273 | 1 058 | 1 104 |
| | | | | | | Bell Canada | 7,30 | 23 févr. 2032 | 225 | 240 | 263 |
| | | | | | | Bell Canada | 6,10 | 16 mars 2035 | 1 152 | 1 150 | 1 404 |
| | | | | | | Bell Canada | 4,75 | 29 sept. 2044 | 1 155 | 966 | 1 506 |
| | | | | | | Bell Canada | 4,35 | 18 déc. 2045 | 7 969 | 6 243 | 8 567 |
| | | | | | | Bell Canada | 4,45 | 27 févr. 2047 | 3 065 | 2 426 | 2 805 |
| | | | | | | Bell Canada | 3,50 | 30 sept. 2050 | 3 444 | 2 263 | 3 363 |
| | | | | | | Brookfield Infrastructure Finance ULC | 2,86 | 1 ^{er} sept. 2032 | 11 169 | 8 638 | 9 833 |
| | | | | | | Brookfield Renewable Partners LP | 4,25 | 15 janv. 2029 | 2 064 | 1 928 | 2 410 |
| | | | | | | Brookfield Renewable Partners LP | 3,38 | 15 janv. 2030 | 2 100 | 1 844 | 2 023 |
| | | | | | | Brookfield Renewable Partners LP | 5,29 | 28 oct. 2033 | 1 336 | 1 256 | 1 336 |
| | | | | | | Brookfield Renewable Partners LP | 3,33 | 13 août 2050 | 639 | 408 | 639 |
| | | | | | | Caisse centrale Desjardins | 2,42 | 4 oct. 2024 | 5 889 | 5 729 | 5 825 |
| | | | | | | Caisse centrale Desjardins | 5,20 | 1 ^{er} oct. 2025 | 2 049 | 2 029 | 2 048 |
| | | | | | | Caisse centrale Desjardins | 5,04 | 23 août 2032 | 4 786 | 4 571 | 4 725 |
| | | | | | | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 3,29 | 15 janv. 2024 | 2 000 | 1 991 | 1 964 |
| | | | | | | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,35 | 28 août 2024 | 2 500 | 2 417 | 2 417 |
| | | | | | | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,75 | 7 mars 2025 | 2 718 | 2 612 | 2 616 |
| | | | | | | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,00 | 17 avril 2025 | 6 037 | 5 720 | 6 007 |
| | | | | | | Banque Canadienne Impériale de Commerce | 4,33 | 15 mai 2025 | 1 137 | 1 111 | 1 137 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|-----------------|----------------------|-------------------|-----------------|---|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 1,10 | 19 janv. 2026 | 4 200 | 3 814 | 4 111 | Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 5,27 | 7 mars 2046 | 1 599 | 1 339 | 1 838 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 1,70 | 15 juill. 2026 | 2 918 | 2 640 | 2 917 | Classic RMBS Trust | 1,53 | 15 sept. 2026 | 1 336 | 340 | 326 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,25 | 7 janv. 2027 | 3 132 | 2 824 | 3 039 | Classic RMBS Trust | 1,43 | 15 nov. 2051 | 1 435 | 185 | 191 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 4,95 | 29 juin 2027 | 18 543 | 18 060 | 18 716 | Clover LP | 4,22 | 31 mars 2034 | 344 | 320 | 376 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 5,05 | 7 oct. 2027 | 2 310 | 2 255 | 2 306 | Clover LP | 4,22 | 30 juin 2034 | 272 | 253 | 295 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 5,50 | 14 janv. 2028 | 7 899 | 7 823 | 7 932 | CNH Industriel Capital | 4,99 | 15 oct. 2029 | 1 296 | 1 273 | 1 296 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 2,01 | 21 juill. 2030 | 3 330 | 3 105 | 3 344 | Coast Capital Savings Credit Union | 7,01 | 28 sept. 2026 | 784 | 787 | 784 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 4,20 | 7 avril 2032 | 3 718 | 3 475 | 3 562 | Coast Capital Savings Credit Union | 5,25 | 29 oct. 2030 | 496 | 471 | 550 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 5,33 | 20 janv. 2033 | 1 503 | 1 445 | 1 503 | Comber Wind Financial Corporation | 5,13 | 15 nov. 2030 | 341 | 327 | 373 |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce | 7,15 | 28 juill. 2082 | 933 | 887 | 930 | Concentra Banque | 1,46 | 17 mai 2024 | 832 | 811 | 832 |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada | 3,00 | 8 févr. 2029 | 9 800 | 8 845 | 10 455 | Connect 6ix GP | 6,11 | 30 nov. 2046 | 1 267 | 1 258 | 1 267 |
| Canadian Natural Resources Limited | 1,45 | 16 nov. 2023 | 1 500 | 1 474 | 1 474 | Connect 6ix GP | 6,21 | 30 nov. 2060 | 910 | 885 | 910 |
| Canadian Natural Resources Limited | 2,50 | 17 janv. 2028 | 104 | 92 | 104 | Consumers Gas Co. Ltd. Services financiers Co-operators | 6,65 | 3 nov. 2027 | 3 000 | 3 114 | 3 815 |
| Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée | 2,54 | 28 févr. 2028 | 350 | 354 | 354 | Crombie Real Estate Investment Trust | 3,33 | 13 mai 2030 | 2 257 | 1 846 | 2 231 |
| Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée | 3,05 | 9 mars 2050 | 482 | 316 | 479 | Crombie Real Estate Investment Trust | 2,69 | 31 mars 2028 | 3 152 | 2 711 | 3 199 |
| Canadian Western Bank | 2,61 | 30 janv. 2025 | 2 000 | 2 012 | 2 012 | Crombie Real Estate Investment Trust | 5,24 | 28 sept. 2029 | 1 194 | 1 129 | 1 194 |
| Canadian Western Bank | 1,93 | 16 avril 2026 | 3 982 | 3 686 | 3 885 | Crombie Real Estate Investment Trust | 3,21 | 9 oct. 2030 | 250 | 203 | 210 |
| Cenovus Energy Inc. | 3,50 | 7 févr. 2028 | 482 | 445 | 468 | Crombie Real Estate Investment Trust | 3,13 | 12 août 2031 | 435 | 341 | 396 |
| Central 1 Credit Union | 1,32 | 29 janv. 2026 | 1 490 | 1 341 | 1 490 | CT Real Estate Investment Trust | 3,03 | 5 févr. 2029 | 1 172 | 1 003 | 1 172 |
| Centre Hospitalier de l'Université de Montréal | 6,72 | 30 sept. 2049 | 3 888 | 4 009 | 4 930 | CT Real Estate Investment Trust | 2,37 | 6 janv. 2031 | 1 542 | 1 175 | 1 542 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 3,55 | 10 janv. 2025 | 6 315 | 6 142 | 6 507 | CU Inc. | 5,56 | 26 mai 2028 | 7 549 | 7 615 | 9 264 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 4,06 | 24 nov. 2025 | 1 500 | 1 447 | 1 451 | CU Inc. | 5,56 | 30 oct. 2037 | 800 | 803 | 859 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 2,85 | 21 mai 2027 | 6 122 | 5 618 | 6 112 | CU Inc. | 4,54 | 24 oct. 2041 | 2 797 | 2 490 | 3 301 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 4,18 | 8 mars 2028 | 3 853 | 3 592 | 3 786 | CU Inc. | 4,72 | 9 sept. 2043 | 12 264 | 11 119 | 15 146 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 3,53 | 11 juin 2029 | 8 882 | 7 859 | 8 982 | CU Inc. | 2,96 | 7 sept. 2049 | 1 653 | 1 094 | 1 625 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 2,98 | 4 mars 2030 | 2 714 | 2 278 | 2 804 | CU Inc. | 3,17 | 5 sept. 2051 | 100 | 68 | 100 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 6,00 | 24 juin 2032 | 3 470 | 3 401 | 3 501 | Daimler Canada Finance Inc. | 1,85 | 15 déc. 2023 | 1 600 | 1 567 | 1 567 |
| Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix | 5,70 | 28 févr. 2034 | 1 640 | 1 553 | 1 640 | Daimler Canada Finance Inc. | 2,97 | 13 mars 2024 | 5 000 | 4 936 | 4 936 |
| | | | | | | Daimler Canada Finance Inc. | 2,14 | 13 déc. 2024 | 1 100 | 1 100 | 1 100 |
| | | | | | | Dollarama Inc. | 3,55 | 6 nov. 2023 | 2 200 | 2 199 | 2 169 |
| | | | | | | DREAM Unlimited Corporation | 2,15 | 17 sept. 2025 | 622 | 578 | 602 |
| | | | | | | Eagle Credit Card Trust | 1,27 | 17 juill. 2025 | 2 224 | 2 145 | 2 162 |
| | | | | | | Eagle Credit Card Trust | 1,55 | 17 juin 2026 | 1 000 | 976 | 976 |
| | | | | | | Eagle Credit Card Trust | 5,13 | 17 juin 2028 | 578 | 565 | 578 |
| | | | | | | Enbridge Gas Distribution Inc. | 3,15 | 22 août 2024 | 4 900 | 4 768 | 4 768 |
| | | | | | | Enbridge Gas Distribution Inc. | 4,00 | 22 août 2044 | 6 119 | 4 914 | 7 018 |
| | | | | | | Enbridge Gas Inc. | 2,35 | 15 sept. 2031 | 2 427 | 1 952 | 2 069 |
| | | | | | | Enbridge Gas Inc. | 4,15 | 17 août 2032 | 1 769 | 1 604 | 1 668 |
| | | | | | | Enbridge Gas Inc. | 5,70 | 6 oct. 2033 | 715 | 721 | 715 |
| | | | | | | Enbridge Gas Inc. | 3,65 | 1 ^{er} avril 2050 | 250 | 184 | 273 |
| | | | | | | Enbridge Gas Inc. | 5,67 | 6 oct. 2053 | 660 | 670 | 660 |
| | | | | | | Enbridge Inc. | 2,44 | 2 juin 2025 | 6 300 | 5 984 | 6 377 |

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|-----------------|----------------------|-------------------|-----------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | |
| Enbridge Inc. | 2,99 | 3 oct. 2029 | 4 568 | 3 940 | 4 688 | Great-West Lifeco Inc. | 2,38 | 14 mai 2030 | 1 098 | 916 | 1 008 |
| Enbridge Inc. | 7,20 | 18 juin 2032 | 319 | 328 | 427 | Great-West Lifeco Inc. | 6,67 | 21 mars 2033 | 8 064 | 8 517 | 10 753 |
| Enbridge Inc. | 6,10 | 9 nov. 2032 | 2 144 | 2 139 | 2 297 | Great-West Lifeco Inc. | 6,00 | 16 nov. 2039 | 1 787 | 1 829 | 2 468 |
| Enbridge Inc. | 3,10 | 21 sept. 2033 | 3 683 | 2 865 | 3 421 | Great-West Lifeco Inc. | 2,98 | 8 juill. 2050 | 4 348 | 2 826 | 3 868 |
| Enbridge Inc. | 5,75 | 2 sept. 2039 | 1 809 | 1 690 | 2 150 | H&R REIT | 2,63 | 19 févr. 2027 | 3 370 | 2 974 | 3 221 |
| Enbridge Inc. | 4,57 | 11 mars 2044 | 6 329 | 5 037 | 7 077 | HCN Canadian Holdings LP | 2,95 | 15 janv. 2027 | 3 121 | 2 811 | 3 181 |
| Enbridge Inc. | 5,38 | 27 sept. 2077 | 2 075 | 1 879 | 2 085 | Heathrow Funding Ltd. | 3,25 | 21 mai 2027 | 9 049 | 8 692 | 9 493 |
| Enbridge Inc. | 6,63 | 12 avril 2078 | 8 648 | 8 166 | 9 125 | Heathrow Funding Ltd. | 2,69 | 13 oct. 2027 | 6 212 | 5 565 | 5 890 |
| Enbridge Inc. | 8,75 | 15 janv. 2084 | 1 167 | 1 165 | 1 167 | Heathrow Funding Ltd. | 3,78 | 4 sept. 2030 | 4 425 | 3 889 | 4 715 |
| Enbridge Pipelines Inc. | 3,45 | 29 sept. 2025 | 1 500 | 1 548 | 1 548 | Heathrow Funding Ltd. | 3,66 | 13 janv. 2031 | 1 135 | 980 | 1 081 |
| Enbridge Pipelines Inc. | 3,20 | 8 juin 2027 | 1 000 | 1 038 | 1 038 | Banque HomeEquity | 1,74 | 15 déc. 2025 | 1 162 | 1 056 | 1 162 |
| Enbridge Pipelines Inc. | 4,55 | 17 août 2043 | 3 375 | 2 722 | 3 795 | Honda Canada Finance Inc. | 2,50 | 4 juin 2024 | 5 000 | 4 912 | 4 926 |
| Enbridge Pipelines Inc. | 4,13 | 9 août 2046 | 6 352 | 4 699 | 6 583 | Honda Canada Finance Inc. | 1,34 | 17 mars 2026 | 2 500 | 2 421 | 2 421 |
| Enbridge Pipelines Inc. | 4,20 | 12 mai 2051 | 2 399 | 1 762 | 2 425 | Honda Canada Finance Inc. | 1,71 | 28 sept. 2026 | 1 000 | 976 | 976 |
| Enmax Corporation | 3,88 | 18 oct. 2029 | 1 721 | 1 541 | 1 910 | Hospital Infrastructure Partner Inc. | 5,44 | 31 janv. 2045 | 1 018 | 969 | 1 188 |
| EPCOR Utilities Inc. | 6,80 | 28 juin 2029 | 2 500 | 2 680 | 3 256 | Banque HSBC Canada | 3,40 | 24 mars 2025 | 10 510 | 10 189 | 10 328 |
| EPCOR Utilities Inc. | 2,41 | 30 juin 2031 | 2 005 | 1 639 | 1 677 | Hydro One Inc. | 2,54 | 5 avril 2024 | 8 000 | 7 889 | 7 889 |
| EPCOR Utilities Inc. | 5,75 | 24 nov. 2039 | 762 | 783 | 1 073 | Hydro One Inc. | 1,76 | 28 févr. 2025 | 3 900 | 3 725 | 4 000 |
| EPCOR Utilities Inc. | 3,55 | 27 nov. 2047 | 7 128 | 5 345 | 7 488 | Hydro One Inc. | 3,02 | 5 avril 2029 | 7 400 | 6 702 | 7 914 |
| EPCOR Utilities Inc. | 3,95 | 26 nov. 2048 | 1 760 | 1 408 | 2 211 | Hydro One Inc. | 2,16 | 28 févr. 2030 | 9 000 | 7 580 | 9 011 |
| Banque Équitable | 1,94 | 10 mars 2025 | 1 500 | 1 469 | 1 469 | Hydro One Inc. | 2,23 | 17 sept. 2031 | 3 450 | 2 784 | 2 882 |
| Federated Co-operatives Ltd. | 3,92 | 17 juin 2025 | 6 983 | 6 727 | 7 284 | Hydro One Inc. | 6,93 | 1 ^{er} juin 2032 | 2 953 | 3 218 | 4 494 |
| Fédération des caisses Desjardins du Québec | 4,41 | 19 mai 2027 | 3 190 | 3 059 | 3 184 | Hydro One Inc. | 5,36 | 20 mai 2036 | 3 196 | 3 162 | 4 153 |
| Fédération des caisses Desjardins du Québec | 2,86 | 26 mai 2030 | 3 795 | 3 602 | 3 805 | Hydro One Inc. | 6,59 | 22 avril 2043 | 560 | 636 | 878 |
| Fédération des caisses Desjardins du Québec | 1,99 | 28 mai 2031 | 18 044 | 16 222 | 17 023 | Hydro One Inc. | 4,17 | 6 juin 2044 | 2 145 | 1 810 | 1 876 |
| Finning International Inc. | 2,63 | 14 août 2026 | 3 196 | 2 956 | 3 197 | Hydro One Inc. | 3,91 | 23 févr. 2046 | 1 850 | 1 488 | 1 643 |
| First Nations ETF LP | 4,14 | 31 déc. 2041 | 521 | 457 | 563 | Hydro One Inc. | 3,63 | 25 juin 2049 | 2 917 | 2 212 | 3 033 |
| Foresters Life Insurance Company | 2,89 | 15 oct. 2035 | 2 034 | 1 598 | 1 933 | Hydro One Inc. | 2,71 | 28 févr. 2050 | 1 000 | 628 | 890 |
| Fortified Trust | 2,56 | 23 mars 2024 | 6 000 | 5 969 | 5 969 | Hydro One Inc. | 3,64 | 5 avril 2050 | 1 105 | 837 | 984 |
| Fortified Trust | 1,96 | 23 oct. 2026 | 1 600 | 1 594 | 1 594 | Hydro One Inc. | 3,10 | 15 sept. 2051 | 617 | 417 | 466 |
| FortisAlberta Inc. | 5,40 | 21 avril 2036 | 4 544 | 4 496 | 5 946 | Hydro-Québec | - | 15 févr. 2024 | 2 900 | 2 802 | 2 802 |
| FortisAlberta Inc. | 5,37 | 30 oct. 2039 | 6 030 | 5 932 | 8 137 | Hydro-Québec | - | 16 janv. 2027 | 840 | 757 | 757 |
| FortisAlberta Inc. | 4,62 | 30 mai 2052 | 424 | 376 | 412 | Hydro-Québec | 2,00 | 1 ^{er} sept. 2028 | 2 000 | 1 782 | 1 769 |
| FortisBC Energy Inc. | 5,90 | 26 févr. 2035 | 689 | 702 | 964 | Hydro-Québec | 3,40 | 1 ^{er} sept. 2029 | 2 000 | 1 878 | 1 985 |
| FortisBC Energy Inc. | 6,00 | 2 oct. 2037 | 2 875 | 2 997 | 3 805 | Hydro-Québec | 6,00 | 15 août 2031 | 1 750 | 1 888 | 2 563 |
| FortisBC Energy Inc. | 3,85 | 7 déc. 2048 | 1 824 | 1 431 | 2 128 | Hyundai Capital Canada, Inc. | 2,01 | 12 mai 2026 | 4 427 | 4 124 | 4 379 |
| Énergir inc. | 7,05 | 30 oct. 2030 | 2 500 | 2 716 | 3 404 | Hyundai Capital Canada, Inc. | 3,20 | 16 févr. 2027 | 4 095 | 3 754 | 4 023 |
| Financière General Motors du Canada Ltée | 3,25 | 7 nov. 2023 | 5 600 | 5 597 | 5 460 | IA Groupe Financier | 2,40 | 21 févr. 2030 | 1 269 | 1 208 | 1 270 |
| Financière General Motors du Canada Ltée | 1,70 | 9 juill. 2025 | 676 | 628 | 675 | IA Groupe Financier | 5,69 | 20 juin 2033 | 1 498 | 1 471 | 1 498 |
| Financière General Motors du Canada Ltée | 5,20 | 9 févr. 2028 | 1 530 | 1 469 | 1 528 | Société financière IGM Inc. | 3,44 | 26 janv. 2027 | 1 000 | 1 046 | 1 046 |
| Gibson Energy Inc. | 2,45 | 14 juill. 2025 | 310 | 293 | 309 | Société financière IGM Inc. | 4,56 | 25 janv. 2047 | 2 095 | 1 753 | 2 368 |
| Gibson Energy Inc. | 2,85 | 14 juill. 2027 | 1 700 | 1 532 | 1 616 | Intact Corporation financière | 2,85 | 7 juin 2027 | 1 000 | 1 032 | 1 032 |
| Gibson Energy Inc. | 3,60 | 17 sept. 2029 | 1 292 | 1 140 | 1 374 | Intact Corporation financière | 2,18 | 18 mai 2028 | 150 | 149 | 149 |
| Glacier Credit Card Trust | 1,39 | 22 sept. 2025 | 1 106 | 1 019 | 1 106 | Inter Pipeline Ltd. | 3,48 | 16 déc. 2026 | 5 739 | 5 330 | 5 894 |
| Goldman Sachs Group, Inc. | 2,01 | 28 févr. 2029 | 5 192 | 4 408 | 5 184 | Inter Pipeline Ltd. | 5,76 | 17 févr. 2028 | 3 024 | 2 986 | 3 024 |
| Granite REIT Holdings Limited Partnership | 3,06 | 4 juin 2027 | 998 | 904 | 998 | Inter Pipeline Ltd. | 5,71 | 29 mai 2030 | 1 124 | 1 081 | 1 124 |
| Granite REIT Holdings Limited Partnership | 2,38 | 18 déc. 2030 | 631 | 491 | 631 | Inter Pipeline Ltd. | 3,98 | 25 nov. 2031 | 9 291 | 7 758 | 9 145 |
| Great-West Lifeco Inc. | 3,34 | 28 févr. 2028 | 5 100 | 4 913 | 5 515 | Inter Pipeline Ltd. | 5,85 | 18 mai 2032 | 5 993 | 5 662 | 5 985 |
| | | | | | | Inter Pipeline Ltd. | 4,64 | 30 mai 2044 | 1 074 | 809 | 1 146 |
| | | | | | | Inter Pipeline Ltd. | 5,09 | 27 nov. 2051 | 2 674 | 2 085 | 2 409 |
| | | | | | | Groupe Investors Inc. | 6,65 | 13 déc. 2027 | 2 377 | 2 444 | 3 014 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|-------------------------------------|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|---|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | |
| Groupe Investors Inc. | 7,45 | 9 mai 2031 | 499 | 543 | 664 | North West Redwater Partnership | 2,80 | 1 ^{er} juin 2031 | 7 210 | 5 962 | 6 145 |
| Groupe Investors Inc. | 7,00 | 31 déc. 2032 | 402 | 430 | 569 | North West Redwater Partnership | 4,15 | 1 ^{er} juin 2033 | 1 292 | 1 145 | 1 452 |
| Groupe Investors Inc. | 7,11 | 7 mars 2033 | 429 | 462 | 593 | North West Redwater Partnership | 3,65 | 1 ^{er} juin 2035 | 1 675 | 1 381 | 1 496 |
| John Deere Financial Inc. | 1,34 | 8 sept. 2027 | 800 | 762 | 762 | North West Redwater Partnership | 4,35 | 10 janv. 2039 | 4 719 | 4 056 | 5 017 |
| JPMorgan Chase & Co. | 1,90 | 5 mars 2028 | 4 256 | 3 763 | 4 265 | North West Redwater Partnership | 3,70 | 23 févr. 2043 | 5 110 | 3 906 | 4 965 |
| Keyera Corp. | 5,02 | 28 mars 2032 | 660 | 607 | 656 | North West Redwater Partnership | 4,05 | 22 juill. 2044 | 1 008 | 805 | 1 149 |
| Kingston Solar LP | 3,57 | 31 juill. 2035 | 104 | 91 | 110 | North West Redwater Partnership | 3,75 | 1 ^{er} juin 2051 | 2 416 | 1 772 | 2 387 |
| Banque Laurentienne du Canada | 1,95 | 17 mars 2025 | 1 709 | 1 614 | 1 707 | Nova Scotia Power Inc. | 8,85 | 19 mai 2025 | 800 | 826 | 851 |
| Banque Laurentienne du Canada | 4,60 | 2 sept. 2025 | 2 825 | 2 747 | 2 813 | Nova Scotia Power Inc. | 4,95 | 15 nov. 2032 | 1 292 | 1 202 | 1 292 |
| Liberty Utilities Canada LP | 3,32 | 14 févr. 2050 | 4 793 | 3 182 | 4 802 | Nova Scotia Power Inc. | 5,61 | 15 juin 2040 | 310 | 298 | 453 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 3,92 | 10 juin 2024 | 1 500 | 1 507 | 1 507 | Nova Scotia Power Inc. | 4,50 | 20 juill. 2043 | 175 | 146 | 148 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,50 | 22 janv. 2029 | 8 293 | 8 560 | 9 909 | Nova Scotia Power Inc. | 3,57 | 5 avril 2049 | 1 953 | 1 355 | 1 480 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,01 | 13 sept. 2032 | 1 250 | 1 190 | 1 284 | Omers Realty Corporation | 3,33 | 12 nov. 2024 | 2 100 | 2 052 | 2 036 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,54 | 17 févr. 2033 | 1 389 | 1 436 | 1 940 | Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario | - | 11 avril 2024 | 1 000 | 975 | 975 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,15 | 29 janv. 2035 | 1 726 | 1 744 | 2 280 | Ontario Hydro | - | 11 avril 2026 | 1 000 | 918 | 918 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,90 | 18 janv. 2036 | 3 784 | 3 730 | 4 655 | Ontario Hydro | - | 11 avril 2027 | 850 | 765 | 765 |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,34 | 13 sept. 2052 | 1 436 | 1 334 | 1 436 | Ontario Hydro | - | 11 avril 2028 | 500 | 439 | 439 |
| Lower Mattagami Energy Limited | 4,85 | 31 oct. 2033 | 2 830 | 2 715 | 2 830 | Ontario Power Generation Inc. | 1,17 | 22 avril 2026 | 1 500 | 1 428 | 1 427 |
| Banque Manuvie du Canada | 1,50 | 25 juin 2025 | 1 632 | 1 528 | 1 622 | Ontario Power Generation Inc. | 2,98 | 13 sept. 2029 | 5 500 | 4 880 | 5 864 |
| Banque Manuvie du Canada | 1,54 | 14 sept. 2026 | 7 697 | 6 894 | 7 229 | Ontario Power Generation Inc. | 3,22 | 8 avril 2030 | 7 900 | 6 999 | 8 519 |
| Banque Manuvie du Canada | 2,86 | 16 févr. 2027 | 1 583 | 1 456 | 1 583 | Original Wempi Inc. | 7,79 | 4 oct. 2027 | 2 343 | 2 372 | 2 343 |
| Banque Manuvie du Canada | 7,12 | 19 juin 2082 | 1 683 | 1 594 | 1 677 | Pembina Pipeline Corporation | 2,99 | 22 janv. 2024 | 4 000 | 3 954 | 3 954 |
| Société Financière Manuvie | 2,24 | 12 mai 2030 | 7 171 | 6 768 | 7 090 | Pembina Pipeline Corporation | 3,71 | 11 août 2026 | 2 149 | 2 038 | 2 301 |
| Société Financière Manuvie | 5,41 | 10 mars 2033 | 2 744 | 2 674 | 2 744 | Pembina Pipeline Corporation | 4,24 | 15 juin 2027 | 600 | 642 | 642 |
| Société Financière Manuvie | 2,82 | 13 mai 2035 | 2 201 | 1 807 | 2 244 | Pembina Pipeline Corporation | 3,31 | 1 ^{er} févr. 2030 | 7 155 | 6 190 | 7 112 |
| Société Financière Manuvie | 5,06 | 15 déc. 2041 | 3 545 | 3 165 | 4 039 | Pembina Pipeline Corporation | 4,75 | 30 avril 2043 | 896 | 720 | 814 |
| MCAP Commercial LP | 3,74 | 25 août 2025 | 1 462 | 1 377 | 1 419 | Pembina Pipeline Corporation | 4,81 | 25 mars 2044 | 47 | 38 | 51 |
| MCAP Commercial LP | 3,38 | 26 nov. 2027 | 1 312 | 1 137 | 1 312 | Pembina Pipeline Corporation | 4,74 | 21 janv. 2047 | 2 655 | 2 090 | 2 896 |
| Melancthon Wolfe Wind LP | 3,83 | 31 déc. 2028 | 283 | 265 | 302 | Pembina Pipeline Corporation | 4,54 | 3 avril 2049 | 1 393 | 1 053 | 1 135 |
| Metro Inc. | 4,27 | 4 déc. 2047 | 2 205 | 1 762 | 2 500 | Pembina Pipeline Corporation | 4,67 | 28 mai 2050 | 5 004 | 3 843 | 4 802 |
| Metropolitan Life Insurance Company | 3,39 | 9 avril 2030 | 13 460 | 11 795 | 13 909 | Penske Truck Leasing Canada | 2,70 | 30 sept. 2024 | 1 000 | 991 | 991 |
| Morgan Stanley | 1,78 | 4 août 2027 | 2 575 | 2 312 | 2 575 | Plenary Health Hamilton LP | 7,25 | 31 août 2042 | 170 | 188 | 186 |
| Nalcor Energy | 3,38 | 1 ^{er} juin 2057 | 222 | 171 | 227 | Plenary Health Hamilton LP | 5,80 | 31 mai 2043 | 340 | 334 | 461 |
| National Australia Bank | 3,52 | 12 juin 2030 | 2 081 | 1 963 | 2 063 | Plenary Properties LTAP LP | 6,29 | 31 janv. 2044 | 172 | 178 | 231 |
| Banque Nationale du Canada | 2,98 | 4 mars 2024 | 10 000 | 9 905 | 9 840 | Power Corporation du Canada | 8,57 | 22 avril 2039 | 3 357 | 4 220 | 5 560 |
| Banque Nationale du Canada | 5,30 | 3 nov. 2025 | 4 529 | 4 491 | 4 516 | | | | | | |
| Banque Nationale du Canada | 1,57 | 18 août 2026 | 4 479 | 4 162 | 4 284 | | | | | | |
| Banque Nationale du Canada | 5,22 | 14 juin 2028 | 8 533 | 8 357 | 8 529 | | | | | | |
| Banque Nationale du Canada | 5,43 | 16 août 2032 | 3 344 | 3 239 | 3 344 | | | | | | |
| NAV Canada | 0,56 | 9 févr. 2024 | 7 000 | 6 886 | 6 912 | | | | | | |
| North West Redwater Partnership | 3,20 | 22 juill. 2024 | 2 500 | 2 448 | 2 448 | | | | | | |
| North West Redwater Partnership | 3,20 | 24 avril 2026 | 1 250 | 1 278 | 1 278 | | | | | | |
| North West Redwater Partnership | 4,25 | 1 ^{er} juin 2029 | 5 826 | 5 501 | 6 564 | | | | | | |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | | De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | |
| Corporation Financière Power | 6,90 | 11 mars 2033 | 1 393 | 1 481 | 1 619 | La Financière Sun Life inc. | 2,80 | 21 nov. 2033 | 10 188 | 8 765 | 10 030 |
| Real Estate Asset Liquidity Trust | 2,38 | 12 déc. 2028 | 764 | 493 | 537 | La Financière Sun Life inc. | 4,78 | 10 août 2034 | 1 916 | 1 795 | 1 916 |
| Real Estate Asset Liquidity Trust | 2,87 | 12 févr. 2055 | 760 | 638 | 760 | La Financière Sun Life inc. | 2,06 | 1 ^{er} oct. 2035 | 2 836 | 2 185 | 2 557 |
| Reliance LP | 3,84 | 15 mars 2025 | 470 | 456 | 502 | La Financière Sun Life inc. | 5,40 | 29 mai 2042 | 1 261 | 1 168 | 1 465 |
| Reliance LP | 2,68 | 1 ^{er} déc. 2027 | 1 092 | 960 | 1 100 | Suncor Énergie Inc. | 3,95 | 4 mars 2051 | 4 362 | 3 125 | 4 212 |
| Reliance LP | 2,67 | 1 ^{er} août 2028 | 1 455 | 1 248 | 1 454 | Sysco Canada, Inc. | 3,65 | 25 avril 2025 | 375 | 363 | 379 |
| Fonds de placement immobilier RioCan | 5,61 | 6 oct. 2027 | 1 164 | 1 130 | 1 164 | Telus Corporation | 3,35 | 1 ^{er} avril 2024 | 10 000 | 9 859 | 9 859 |
| Fonds de placement immobilier RioCan | 2,83 | 8 nov. 2028 | 1 305 | 1 101 | 1 305 | Telus Corporation | 2,75 | 8 juill. 2026 | 1 003 | 933 | 1 011 |
| Fonds de placement immobilier RioCan | 5,96 | 1 ^{er} oct. 2029 | 2 558 | 2 478 | 2 558 | Telus Corporation | 3,63 | 1 ^{er} mars 2028 | 2 329 | 2 149 | 2 458 |
| Rogers Communications Inc. | 3,80 | 2 nov. 2023 | 3 200 | 3 192 | 3 160 | Telus Corporation | 3,30 | 2 mai 2029 | 4 366 | 3 872 | 4 483 |
| Rogers Communications Inc. | 4,00 | 13 mars 2024 | 5 000 | 4 962 | 4 962 | Telus Corporation | 5,25 | 15 nov. 2032 | 3 617 | 3 410 | 3 624 |
| Rogers Communications Inc. | 3,65 | 31 mars 2027 | 4 101 | 3 928 | 4 325 | Telus Corporation | 5,75 | 8 sept. 2033 | 2 500 | 2 425 | 2 504 |
| Rogers Communications Inc. | 3,25 | 1 ^{er} mai 2029 | 750 | 657 | 675 | Telus Corporation | 4,40 | 1 ^{er} avril 2043 | 1 000 | 781 | 1 065 |
| Rogers Communications Inc. | 3,30 | 10 déc. 2029 | 1 637 | 1 415 | 1 660 | Telus Corporation | 4,40 | 29 janv. 2046 | 2 337 | 1 796 | 2 854 |
| Rogers Communications Inc. | 2,90 | 9 déc. 2030 | 790 | 645 | 789 | Telus Corporation | 4,70 | 6 mars 2048 | 10 830 | 8 636 | 11 304 |
| Rogers Communications Inc. | 4,25 | 15 avril 2032 | 3 865 | 3 370 | 3 739 | Telus Corporation | 3,95 | 16 févr. 2050 | 3 141 | 2 197 | 3 350 |
| Rogers Communications Inc. | 5,90 | 21 sept. 2033 | 1 205 | 1 169 | 1 198 | Telus Corporation | 5,65 | 13 sept. 2052 | 2 190 | 1 999 | 2 199 |
| Rogers Communications Inc. | 6,68 | 4 nov. 2039 | 716 | 725 | 859 | Teranet Holdings LP | 3,54 | 11 juin 2025 | 1 696 | 1 625 | 1 633 |
| Rogers Communications Inc. | 6,75 | 9 nov. 2039 | 1 525 | 1 553 | 1 946 | Teranet Holdings LP | 5,75 | 17 déc. 2040 | 394 | 352 | 379 |
| Rogers Communications Inc. | 6,11 | 25 août 2040 | 1 957 | 1 867 | 2 472 | Thomson Reuters Corporation | 2,24 | 14 mai 2025 | 2 882 | 2 806 | 2 870 |
| Rogers Communications Inc. | 6,56 | 22 mars 2041 | 2 058 | 2 058 | 2 733 | Groupe TMX limitée | 2,02 | 12 févr. 2031 | 5 000 | 3 940 | 4 793 |
| Rogers Communications Inc. | 5,25 | 15 avril 2052 | 3 507 | 2 964 | 3 350 | La Banque Toronto-Dominion | 2,85 | 8 mars 2024 | 10 000 | 9 849 | 9 849 |
| Banque Royale du Canada | – | 23 janv. 2024 | 4 600 | 4 540 | 4 539 | La Banque Toronto-Dominion | 2,50 | 2 déc. 2024 | 3 340 | 3 229 | 3 202 |
| Banque Royale du Canada | 2,35 | 2 juill. 2024 | 2 700 | 2 642 | 2 725 | La Banque Toronto-Dominion | 1,94 | 13 mars 2025 | 5 155 | 4 903 | 5 090 |
| Banque Royale du Canada | 1,94 | 1 ^{er} mai 2025 | 6 463 | 6 170 | 6 299 | La Banque Toronto-Dominion | 2,67 | 9 sept. 2025 | 15 535 | 14 713 | 14 597 |
| Banque Royale du Canada | 1,59 | 4 mai 2026 | 4 005 | 3 641 | 3 598 | La Banque Toronto-Dominion | 5,42 | 10 juill. 2026 | 2 000 | 1 989 | 1 982 |
| Banque Royale du Canada | 2,33 | 28 janv. 2027 | 23 793 | 21 590 | 23 066 | La Banque Toronto-Dominion | 2,26 | 7 janv. 2027 | 3 221 | 2 910 | 3 135 |
| Banque Royale du Canada | 4,61 | 26 juill. 2027 | 9 850 | 9 498 | 9 760 | La Banque Toronto-Dominion | 4,21 | 1 ^{er} juin 2027 | 5 800 | 5 525 | 5 735 |
| Banque Royale du Canada | 4,64 | 17 janv. 2028 | 14 750 | 14 185 | 14 391 | La Banque Toronto-Dominion | 5,38 | 21 oct. 2027 | 4 306 | 4 260 | 4 299 |
| Banque Royale du Canada | 1,83 | 31 juill. 2028 | 13 400 | 11 362 | 12 921 | La Banque Toronto-Dominion | 1,89 | 8 mars 2028 | 4 500 | 3 941 | 4 469 |
| Banque Royale du Canada | 2,74 | 25 juill. 2029 | 12 392 | 12 091 | 12 106 | La Banque Toronto-Dominion | 1,90 | 11 sept. 2028 | 7 485 | 6 351 | 6 505 |
| Banque Royale du Canada | 2,88 | 23 déc. 2029 | 5 490 | 5 293 | 5 553 | La Banque Toronto-Dominion | 4,68 | 8 janv. 2029 | 7 517 | 7 187 | 7 451 |
| Banque Royale du Canada | 5,23 | 24 juin 2030 | 5 218 | 5 059 | 5 234 | La Banque Toronto-Dominion | 3,22 | 25 juill. 2029 | 1 503 | 1 472 | 1 466 |
| Banque Royale du Canada | 2,09 | 30 juin 2030 | 1 349 | 1 263 | 1 349 | La Banque Toronto-Dominion | 3,11 | 22 avril 2030 | 3 424 | 3 274 | 3 379 |
| Banque Royale du Canada | 2,14 | 3 nov. 2031 | 1 900 | 1 689 | 1 714 | La Banque Toronto-Dominion | 4,86 | 4 mars 2031 | 6 051 | 5 891 | 6 515 |
| Banque Royale du Canada | 2,94 | 3 mai 2032 | 1 453 | 1 304 | 1 453 | La Banque Toronto-Dominion | 3,06 | 26 janv. 2032 | 2 087 | 1 898 | 2 125 |
| Sienna Senior Living Inc. | 3,45 | 27 févr. 2026 | 700 | 650 | 659 | La Banque Toronto-Dominion | 7,28 | 31 oct. 2082 | 971 | 928 | 971 |
| Sienna Senior Living Inc. | 2,82 | 31 mars 2027 | 567 | 499 | 567 | Toronto Hydro Corporation | 4,61 | 14 juin 2033 | 1 403 | 1 328 | 1 402 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 1,74 | 16 déc. 2025 | 3 038 | 2 768 | 2 914 | Toronto Hydro Corporation | 3,49 | 28 févr. 2048 | 288 | 216 | 313 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 3,44 | 28 août 2026 | 3 688 | 3 418 | 3 638 | Toyota Crédit Canada Inc. | 2,64 | 27 mars 2024 | 5 000 | 4 932 | 4 932 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 3,19 | 11 juin 2027 | 5 084 | 4 571 | 5 194 | Toyota Crédit Canada Inc. | 2,31 | 23 oct. 2024 | 2 937 | 2 848 | 2 934 |
| SmartCentres Real Estate Investment Trust | 3,53 | 20 déc. 2029 | 2 485 | 2 110 | 2 434 | | | | | | |
| SNC-Lavalin Innisfree McGill Finance Inc. | 6,63 | 30 juin 2044 | 3 028 | 3 168 | 4 158 | | | | | | |
| La Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie | 6,30 | 15 mai 2028 | 150 | 184 | 184 | | | | | | |
| La Financière Sun Life inc. | 2,58 | 10 mai 2032 | 6 607 | 5 897 | 6 557 | | | | | | |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille

(suite)

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Nombre de titres | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|--|------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Actions – 1,6 % | | | |
| De sociétés – 34,4 % (suite) | | | | | | Banque de Montréal | | | |
| Toyota Crédit Canada Inc. | 2,11 | 26 févr. 2025 | 3 000 | 2 958 | 2 958 | | 2 591 480 | 65 435 | 56 330 |
| TransCanada PipeLines Limited | 3,30 | 17 juill. 2025 | 1 500 | 1 537 | 1 537 | | | 65 435 | 56 330 |
| TransCanada PipeLines Limited | 3,80 | 5 avril 2027 | 14 436 | 13 574 | 14 632 | Fonds négociés en bourse – 27,4 % | | | |
| TransCanada PipeLines Limited | 3,39 | 15 mars 2028 | 3 962 | 3 681 | 4 188 | FINB BMO MSCI EAFE | 4 619 380 | 89 385 | 83 951 |
| TransCanada PipeLines Limited | 3,00 | 18 sept. 2029 | 12 530 | 10 822 | 12 880 | FINB BMO MSCI marchés émergents | 2 539 590 | 46 475 | 51 896 |
| TransCanada PipeLines Limited | 6,50 | 9 déc. 2030 | 512 | 508 | 665 | FINB BMO S&P 500 | 4 272 339 | 270 936 | 199 755 |
| TransCanada PipeLines Limited | 5,33 | 12 mai 2032 | 2 601 | 2 460 | 2 650 | iShares Core MSCI Emerging Markets IMI Index ETF | 2 548 974 | 62 322 | 71 305 |
| TransCanada PipeLines Limited | 4,55 | 15 nov. 2041 | 20 101 | 16 009 | 21 440 | iShares Core S&P 500 Index ETF | 3 394 640 | 101 887 | 107 647 |
| TransCanada PipeLines Limited | 4,35 | 6 juin 2046 | 2 275 | 1 707 | 2 345 | iShares Core S&P U.S. ETF | 6 018 892 | 258 030 | 163 432 |
| TransCanada PipeLines Limited | 4,33 | 16 sept. 2047 | 3 468 | 2 570 | 2 845 | iShares Global Infrastructure Index ETF | 1 698 435 | 58 324 | 46 629 |
| TransCanada PipeLines Limited | 5,92 | 12 mai 2052 | 216 | 201 | 216 | iShares Global Real Estate Index ETF | 2 426 374 | 59 543 | 74 487 |
| TransCanada Trust | 4,65 | 18 mai 2077 | 3 196 | 2 800 | 3 120 | iShares Core MSCI EAFE IMI Index ETF | 4 873 313 | 155 609 | 149 341 |
| Union Gas Limited | 5,20 | 23 juill. 2040 | 3 500 | 3 343 | 4 664 | Vanguard FTSE Emerging Markets All Cap Index ETF | 355 897 | 11 239 | 13 659 |
| Union Gas Limited | 4,20 | 2 juin 2044 | 1 837 | 1 522 | 2 206 | | | 1 113 750 | 962 102 |
| Ventas Canada Finance Limited | 2,80 | 12 avril 2024 | 2 000 | 1 974 | 1 974 | Total des actions – 29,0 % | | | |
| Ventas Canada Finance Limited | 3,30 | 1 ^{er} déc. 2031 | 2 585 | 2 068 | 2 478 | Total des placements – 99,0 % | | | |
| Verizon Communications Inc. | 2,50 | 16 mai 2030 | 6 215 | 5 110 | 6 116 | Trésorerie et équivalents de trésorerie – 1,0 % | | | |
| VW Credit Canada Inc. | 2,85 | 26 sept. 2024 | 2 500 | 2 459 | 2 459 | Total de l'actif du portefeuille – 100,0 % | | | |
| VW Credit Canada Inc. | 1,50 | 23 sept. 2025 | 9 318 | 8 607 | 9 222 | Répartition des placements (note 4) | | | |
| Wells Fargo & Company | 4,17 | 28 avril 2026 | 397 | 386 | 397 | Droits au remboursement des frais de souscription (annexes I et II) | | | |
| Wells Fargo & Company | 2,57 | 1 ^{er} mai 2026 | 9 146 | 8 685 | 9 034 | Trésorerie et équivalents de trésorerie (annexes I et II) | | | |
| Wells Fargo & Company | 2,98 | 19 mai 2026 | 10 955 | 10 219 | 11 179 | Total du fonds de placement | | | |
| Wells Fargo & Company | 2,49 | 18 févr. 2027 | 15 363 | 13 830 | 15 187 | Représenté par : | | | |
| Westcoast Energy Inc. | 3,43 | 12 sept. 2024 | 1 500 | 1 515 | 1 515 | Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | |
| | | | | | | Placements, à la juste valeur | | | |
| | | | | | | 4 241 082 | | | |
| | | | | | | 4 241 082 | | | |
| Total des placements à revenu fixe – 70,0 % | | | 2 839 563 | 3 174 316 | | | | | |

Tableau complémentaire II – Dépôts des souscripteurs et revenu cumulé

Aux 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau suivant présente le sommaire des parts, des dépôts des souscripteurs et du revenu cumulé du Régime Avantage CST par année d'admissibilité.

| Année d'admissibilité | Nbre de parts à l'ouverture | Rentrées de parts ¹ | Sorties de parts ² | Nbre de parts à la clôture | Dépôts des souscripteurs | Revenu cumulé ³ |
|-----------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 2022 et avant 2022 | 669 025 | 3 991 | 132 993 | 540 023 | 150 129 | 157 191 |
| 2023 | 181 794 | 2 790 | 17 693 | 166 891 | 104 627 | 62 642 |
| 2024 | 190 492 | 637 | 4 844 | 186 285 | 240 686 | 69 268 |
| 2025 | 181 741 | 541 | 1 621 | 180 661 | 275 311 | 69 833 |
| 2026 | 175 602 | 449 | 2 103 | 173 948 | 247 224 | 55 506 |
| 2027 | 166 799 | 612 | 1 915 | 165 496 | 222 293 | 45 090 |
| 2028 | 159 434 | 1 321 | 2 633 | 158 122 | 192 925 | 34 439 |
| 2029 | 153 446 | 1 060 | 2 961 | 151 545 | 171 566 | 26 225 |
| 2030 | 153 823 | 1 975 | 3 161 | 152 637 | 154 425 | 20 189 |
| 2031 | 140 149 | 2 291 | 3 617 | 138 823 | 130 659 | 13 862 |
| 2032 | 135 552 | 3 344 | 4 419 | 134 477 | 108 116 | 8 805 |
| 2033 | 116 568 | 3 429 | 4 460 | 115 537 | 91 160 | 4 992 |
| 2034 | 134 975 | 4 379 | 4 819 | 134 535 | 75 745 | 2 212 |
| 2035 | 125 087 | 5 347 | 5 671 | 124 763 | 58 396 | 464 |
| 2036 | 135 181 | 6 491 | 7 266 | 134 406 | 47 396 | (341) |
| 2037 et après | 498 298 | 243 737 | 37 078 | 704 957 | 71 192 | (839) |
| TOTAL | 3 317 966 | 282 394 | 237 254 | 3 363 106 | 2 341 850 \$ | 569 538 \$ |

1. Les rentrées de parts comprennent les nouvelles parts, les parts supplémentaires et les parts transférées au Régime.

2. Les sorties de parts comprennent les parts résiliées, les parts transférées du Régime et les parts de paiements d'aide aux études.

3. Le revenu cumulé représente à la fois le revenu attribué aux comptes des souscripteurs et le revenu détenu pour le versement futur de paiements d'aide aux études.

La variation des dépôts des souscripteurs est la suivante :

| | 2023 | 2022 |
|---|---------------------|---------------------|
| Paiements des souscripteurs ¹ | 268 083 \$ | 274 590 \$ |
| Transferts de capital interrégimes | (81 297) | (76 015) |
| Frais de tenue de compte | (2 843) | (2 911) |
| Remboursement du capital | (230 672) | (236 310) |
| (Diminution) nette des dépôts des souscripteurs | (46 729) | (40 646) |
| Solde au début de l'exercice | 2 388 579 | 2 429 225 |
| Solde à la fin de l'exercice | 2 341 850 \$ | 2 388 579 \$ |

1. Déduction faite des frais de souscription perçus de 42 730 \$ (2022 – 38 119 \$).

Tableau complémentaire III – Paiements d'aide aux études

Pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part)

Les tableaux suivants présentent le montant total en dollars des paiements par exercice, ainsi que le nombre de parts admissibles payées et le montant des paiements d'aide aux études par année d'admissibilité.

| Paiements d'aide aux études | 2023 | 2022 | Paiements d'aide aux études | 2023 | 2022 |
|------------------------------------|------------------|-------------|------------------------------------|------------------|-------------|
| Paiements pour l'année considérée | 52 613 \$ | 59 231 \$ | Non discrétionnaires | 98 665 \$ | 101 183 \$ |
| Paiements différés | 45 535 | 41 403 | | | |
| Paiements anticipés | 517 | 549 | | | |
| | 98 665 \$ | 101 183 \$ | | | |

| | Nombre de parts liées aux paiements d'aide aux études | | | | Montant des paiements d'aide aux études par part | | | |
|-----------|--|-----------------|-----------------|-----------------|---|---------------|---------------|---------------|
| | Année d'admissibilité | | | | Année d'admissibilité | | | |
| | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
| Premier | 93 561,2 | 167 612,9 | 196 463,3 | 188 130,4 | 123 \$ | 179 | 192 | 177 |
| Deuxième | | 90 985,9 | 117 699,5 | 130 362,8 | | 131 \$ | 205 | 200 |
| Troisième | | | 75 053,3 | 109 921,2 | | | 219 \$ | 208 |
| Quatrième | | | | 65 428,9 | | | | 228 \$ |

Notes annexes

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 1. Nature des activités

Le Régime Avantage CST de la Fiducie canadienne de bourses d'études (le « Régime ») est un régime d'épargne-études collectif qui a été établi le 1^{er} mai 2001. L'objectif du Régime est d'aider les parents et d'autres particuliers à épargner en prévision des études postsecondaires d'enfants. Le Régime est géré et distribué par Épargne C.S.T. inc. (« Épargne CST »), une filiale entièrement détenue par la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études (la « Fondation »). Les bureaux du Régime sont situés au 1600-2235 Sheppard Avenue East, Toronto (Ontario), Canada.

Le souscripteur effectue des paiements dans un compte que le fiduciaire du Régime conserve au nom du bénéficiaire. Des frais de souscription et des frais de tenue de compte sont déduits des cotisations versées par le souscripteur. Le capital cumulé pendant la durée de la convention du régime d'épargne-études (la « convention ») est remboursé au souscripteur :

- i) au moment où la convention vient à échéance et que le bénéficiaire est devenu un étudiant admissible à recevoir le premier paiement d'aide aux études (« PAE »);
- ii) au moment où la convention vient à échéance et que le bénéficiaire n'est pas encore devenu un étudiant admissible, auquel cas le bénéficiaire renoncera à toutes les subventions gouvernementales (comme il est décrit ci-dessous); ou
- iii) au moment de la résiliation de la convention.

Le revenu de placement réalisé sur le solde du capital des souscripteurs sert au versement des PAE à des étudiants admissibles. Un bénéficiaire est réputé être un étudiant admissible à la réception d'une preuve de l'admission de cet étudiant à un programme d'études admissible suivi dans un établissement admissible.

Les bénéficiaires peuvent avoir droit à un certain nombre de subventions gouvernementales incluant le Programme de la Subvention canadienne pour l'épargne-études (la « SCEE »), le Bon d'études canadien (le « BEC »), l'incitatif québécois à l'épargne-études (l'« IQEE ») et la Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique (« BCTESG ») (collectivement, les « subventions gouvernementales »).

Le Régime reçoit les subventions gouvernementales, qui sont créditées directement aux conventions, et il investit ces fonds conformément aux politiques de placement du Régime. Les subventions gouvernementales ainsi que le revenu de placement réalisé sur celles-ci sont versés aux étudiants admissibles avec leurs PAE.

Les conventions sont enregistrées auprès des autorités gouvernementales compétentes, dans la mesure où tous les renseignements requis ont été fournis et, après leur enregistrement, elles sont régies par les règlements sur les régimes enregistrés d'épargne-études (les « REEE ») en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Selon la législation fiscale actuelle, le revenu crédité sur le capital d'un souscripteur ne constitue pas un revenu imposable pour celui-ci, sauf s'il est retiré à titre de paiement de revenu cumulé, sous réserve de certaines exigences d'admissibilité. Les dépôts ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu et ne sont pas

imposables lorsqu'ils sont remboursés au souscripteur. Les paiements versés à un bénéficiaire, y compris les PAE, les subventions gouvernementales et le revenu réalisé sur celles-ci, constituent un revenu imposable pour ce bénéficiaire dans l'année du versement.

Note 2. Méthodes comptables significatives

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Fondation le 19 décembre 2023.

b) Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, qui sont évalués à la juste valeur.

c) Instruments financiers

Le Régime comptabilise ses actifs et ses passifs financiers lorsqu'il devient partie à un contrat. Le Régime classe ses placements dans des titres de créance, des titres de capitaux propres et des passifs financiers en fonction du modèle économique suivi pour la gestion de ces actifs financiers et de ces passifs financiers et en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers et des passifs financiers.

Les actifs financiers et les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés initialement à la juste valeur, et les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les variations ultérieures de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Variation des profits (pertes) latents dans les états du résultat global. Lorsqu'un actif financier ou un passif financier classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net est vendu, l'écart entre le produit de la vente et la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale du titre est comptabilisé dans le poste Profits (pertes) réalisés à la vente de placements dans les états du résultat global.

Les actifs financiers et les passifs financiers qui sont détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers et les passifs financiers évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée de tout coût additionnel directement attribuable à l'acquisition ou à l'émission. Les actifs financiers au coût amorti sont présentés déduction faite de la correction de valeur pour perte de valeur. Les produits d'intérêts, y compris l'amortissement des surcotes et des décotes sur les titres évalués au coût amorti, sont comptabilisés dans les produits d'intérêts. Les gains ou les pertes de valeur comptabilisés à l'égard des titres au coût amorti sont comptabilisés dans les états du résultat global. Lorsqu'un instrument de

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 2. Méthodes comptables significatives (suite)

c) Instruments financiers (suite)

créance évalué au coût amorti est vendu, l'écart entre le produit de la vente et le coût amorti du titre au moment de la vente est comptabilisé dans le poste Profits (pertes) réalisés à la vente de placements dans les états du résultat global.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument financier et d'affectation des intérêts au cours de la période visée. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux qui actualise les flux de trésorerie futurs estimatifs (y compris tous les coûts de transaction et autres surcotes ou décotes) sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette à la comptabilisation initiale.

L'évaluation au cours des périodes ultérieures sera déterminée en fonction du classement de l'instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers du Régime sont classés comme suit :

| Actif financier ou passif financier | Classement |
|---|--|
| Placements, à la juste valeur | À la juste valeur par le biais du résultat net ⁱ⁾ |
| Placements, au coût amorti | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Produits à recevoir et autres débiteurs | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Débiteurs pour les titres vendus | Au coût amorti ⁱⁱ⁾ |
| Créditeurs et charges à payer | Au coût amorti ⁱⁱⁱ⁾ |
| Créditeurs pour les titres achetés | Au coût amorti ⁱⁱⁱ⁾ |

i) Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lorsqu'ils sont acquis principalement à des fins de transaction.

ii) Les actifs financiers classés au coût amorti, y compris les instruments de créance et les actifs financiers non dérivés, sont détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et au moment de l'acquisition ne sont pas acquis principalement à des fins de transaction. Après la comptabilisation initiale, ces actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

iii) Les passifs financiers classés au coût amorti rassemblent les passifs qui ne constituent pas des passifs dérivés et qui ne sont pas classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La dépréciation repose sur les pertes de crédit attendues pour les titres de placement, qui sont déterminées selon les divers résultats possibles en prenant en compte toutes les informations raisonnables et justifiables disponibles, dont les notations de crédit internes et externes, l'historique de pertes enregistrées et les attentes à l'égard des flux de trésorerie futurs.

d) Évaluation des placements

Les placements incluent les montants des placements à la juste valeur et au coût amorti.

Les placements à la juste valeur incluent les types de titres suivants : les obligations, les titres du marché monétaire, les actions, les fonds négociés en bourse (les « FNB ») et les fonds communs.

La juste valeur des titres à revenu fixe qui ne sont pas négociés sur le marché est évaluée soit à l'aide du cours acheteur moyen de plusieurs courtiers, soit au moyen de la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels aux taux courants du marché. Les intérêts courus à la date de clôture sont inclus au poste Produits à recevoir et autres débiteurs des états de la situation financière.

La juste valeur des titres négociés sur un marché actif est évaluée en fonction du cours acheteur à la date de clôture.

Les placements dans des fonds communs utilisés en vue du paiement des droits au remboursement des frais de souscription (les « droits au RFS ») dont il est question à la note 8 sont évalués aux valeurs liquidatives des fonds communs à la date d'évaluation, étant donné que celles-ci représentent la valeur que le Régime pourrait recevoir à la suite du rachat des parts qu'il détient dans les fonds communs.

La note 9 fournit d'autres indications à propos des évaluations de la juste valeur.

e) Opérations de placement et constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de la transaction. Les intérêts correspondent aux intérêts au taux nominal reçus par le Régime et comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Le Régime n'amortit pas les surcotes payées ou les décotes reçues à l'achat de titres à revenu fixe qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les dividendes et les distributions sont comptabilisés à la date ex-dividende et à la date ex-distribution, respectivement. Les profits (pertes) réalisés à la vente de placements et la variation des profits (pertes) latents sont calculés en se rapportant au coût moyen des placements connexes et sont constatés dans la période au cours de laquelle ces profits (pertes) surviennent.

f) Dépôts des souscripteurs, frais de souscription et frais de tenue de compte

Les dépôts des souscripteurs comprennent les montants reçus de ces derniers, déduction faite des frais de souscription et des frais de tenue de compte. Ils excluent les montants futurs à recevoir en vertu des conventions en vigueur. Les frais de souscription sont déduits des dépôts des souscripteurs et sont perçus sur une période pouvant aller jusqu'à 32 mois à compter de la date du dépôt initial. Les frais de tenue de compte sont payés annuellement à la Fondation à même les dépôts de ces souscripteurs et sont comptabilisés sur la durée de l'exercice.

g) Impôt sur le résultat

Le Régime est exonéré d'impôt sur le résultat en vertu de l'article 146.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 2. Méthodes comptables significatives (suite)

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les soldes déposés auprès de banques et les titres dont l'échéance se situe à 90 jours ou moins de la date de l'achat et incluent des dépôts à terme, des bons du Trésor et des acceptations bancaires.

i) Change

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Régime sont le dollar canadien.

Au cours d'une période donnée, les achats et les ventes de placements libellés en devises et les dividendes et produits d'intérêts libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment des transactions. Les profits ou les pertes de change réalisés ou latents sur les placements sont inclus respectivement aux postes Profits (pertes) réalisés à la vente de placements et Variation des profits (pertes) latents des états du résultat global.

j) Estimations et jugements comptables critiques

Dans le cadre de la préparation des états financiers, la direction a recours à des estimations et à des jugements qui influent sur les montants comptabilisés et présentés dans les états financiers. Ces estimations et ces jugements ont une incidence directe sur l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés dans les états financiers. De par leur nature, ces estimations et ces jugements font l'objet d'une incertitude relative à la mesure, et les résultats réels pourraient être différents.

Les estimations, les hypothèses et les jugements qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs sont ceux qui sont utilisés pour l'évaluation des droits au RFS. D'autres renseignements sur l'évaluation des droits au RFS sont présentés à la note 8b).

Note 3. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond au montant dont ont convenu les parties.

a) Distribution et administration du Régime

La Fondation, qui parraine le Régime, a confié à Épargne CST, en qualité de courtier de régimes de bourses d'études et de gestionnaire de fonds d'investissement, la responsabilité de distribuer et d'administrer le Régime. Les conventions sont renouvelables annuellement le 1^{er} novembre.

Les frais d'administration et frais de tenue de compte sont versés à la Fondation. Les frais d'administration sont des frais annuels de 0,5 % du total du capital, des subventions gouvernementales et du revenu réalisé sur celles-ci, ainsi que des placements utilisés pour financer les droits au RFS (le « Fonds de RFS »).

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, un montant de 24 748 \$ a été comptabilisé à titre de frais de tenue de compte et de frais d'administration (2022 – 26 338 \$). Les frais d'administration et les frais de tenue de compte inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2023 s'élevaient à 468 \$ (2022 – 518 \$).

Les frais de souscription sont versés par les souscripteurs et déduits de leurs cotisations. Conformément à la convention de distribution, la Fondation a convenu de verser une partie des frais de souscription perçus auprès des souscripteurs dans le Fonds de RFS chaque année afin de s'acquitter des paiements des droits au RFS à la date de leur échéance. Le solde des frais de souscription perçus est versé à Épargne CST à titre de rémunération pour la vente et la distribution de régimes d'épargne.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, un montant de 42 645 \$ a été versé à Épargne CST à même les frais de souscription perçus à titre de rémunération pour la vente et la distribution de régimes d'épargne (2022 – 38 127 \$). Les montants connexes inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2023 s'élevaient à 1 004 \$ (2022 – 919 \$).

Il revient à la Fondation de verser aux bénéficiaires du Régime les remboursements de frais de souscription promis. Toute insuffisance dans les actifs pour s'acquitter des paiements des droits au RFS sera financée par la Fondation (se reporter à la note 8).

b) Paiements pour le financement du déficit du RFS versés par la Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, la Fondation a versé des paiements pour le financement du déficit de 6 700 \$ (2022 – 6 700 \$) au Fonds de RFS (se reporter à la note 8b)).

c) Honoraires versés pour les services d'un comité d'examen indépendant

Le comité d'examen indépendant offre des services indépendants d'examen et de surveillance des conflits d'intérêts liés à la gestion des Régimes. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2023, le Régime a comptabilisé une charge de 109 \$ (2022 – 48 \$) pour les services du comité d'examen indépendant. Les honoraires du comité d'examen indépendant inclus dans les Créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2023 s'élevaient à néant (2022 – 6 \$).

d) Honoraires versés pour superviser et diriger les gestionnaires de portefeuille

Le poste Frais de gestion de portefeuille des états du résultat global comprend un montant de 730 \$ (2022 – 750 \$) facturé par Épargne CST au titre des charges engagées pour la supervision et l'encadrement des gestionnaires de portefeuille. Les Créditeurs et charges à payer comprenaient un montant de 71 \$ à payer à Épargne CST au 31 octobre 2023 (2022 – 226 \$) relativement à ces charges.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 3. Transactions entre parties liées (suite)

e) Honoraires versés pour les services de gestion de placements fournis par Gestion d'actifs C.S.T. Inc.

Gestion d'actifs C.S.T. Inc. (« Gestion d'actifs C.S.T. »), une entité sous contrôle commun avec Épargne CST, gère une partie des comptes de placement du Régime.

L'entente demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit résiliée à la suite d'un préavis de 30 jours. La juste valeur du total des placements gérés par Gestion d'actifs C.S.T. s'élevait à 631 124 \$ au 31 octobre 2023 (2022 – 512 869 \$).

Le poste Frais de gestion de portefeuille des états du résultat global comprend un montant de 749 \$ facturé par Gestion d'actifs C.S.T. au titre des charges engagées pour la prestation de ces services (2022 – 660 \$). Les crédettes et charges à payer comprenaient un montant de 274 \$ à payer à Gestion d'actifs C.S.T. au 31 octobre 2023 relativement à ces charges (2022 – 54 \$).

Note 4. Avoirs investis

Les avoirs investis sont présentés dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille et dans les annexes I à III de ce tableau, qui sont expliquées ci-dessous.

Le capital reçu au titre des subventions gouvernementales et le revenu réalisé sur celles-ci sont investis avec le capital des souscripteurs et le revenu réalisé sur celui-ci. Les avoirs investis sont présentés dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille.

Dans le cas des conventions achetées en vertu des prospectus datés d'avant le 2 octobre 2007, les placements utilisés pour financer les droits au RFS du Régime Avantage CST et du Régime d'épargne collectif sont gérés dans un Fonds de RFS distinct (se reporter à l'Annexe I du Tableau complémentaire I). Les avoirs et le revenu du Fonds de RFS sont attribués au Régime en fonction de sa quote-part des droits au RFS.

Dans le cas des conventions achetées en vertu des prospectus datés du 2 octobre 2007 ou d'une date ultérieure, les placements utilisés pour financer les droits au RFS en vertu de ces conventions sont gérés dans un Fonds de RFS distinct (se reporter à l'Annexe II du Tableau complémentaire I).

Dans le cas des conventions qui ont été transférées du Régime Avantage CST vers le Régime d'épargne familial ou le Régime d'épargne individuel, les placements utilisés pour financer les droits au RFS de ces conventions sont gérés dans un Fonds de RFS distinct (se reporter à l'Annexe III du Tableau complémentaire I).

Les restrictions relatives aux normes générales de placement incluses dans l'Instruction générale 15 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ne s'appliquent pas à l'actif investi dans les Fonds de RFS.

Note 5. Gestion du risque lié au capital

Le capital du Régime est constitué des composants de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires selon les états de la situation financière. Le Régime est dans l'obligation de rembourser les cotisations des souscripteurs à l'échéance des placements ou à la fin du régime, ainsi que de verser des PAE comprenant le revenu de placement, les subventions et le revenu tiré des subventions. Le Régime investit les cotisations des souscripteurs et les subventions gouvernementales reçues dans des placements appropriés conformément aux objectifs de placement indiqués, tout en conservant des liquidités suffisantes pour honorer ses obligations à l'égard des souscripteurs.

Note 6. Risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal des activités, le Régime peut être exposé à une variété de risques découlant des instruments financiers. Les expositions du Régime à de tels risques sont concentrées dans ses avoirs investis et sont liées aux risques de marché (qui incluent le risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de change.

Le processus de gestion des risques du Régime inclut le suivi de la conformité conformément à la politique de placement du Régime. Le Régime gère les effets de ces risques financiers sur le rendement du portefeuille du Régime en engageant et en supervisant des gestionnaires de placement professionnels externes. Les gestionnaires de placement examinent régulièrement les positions du Régime et les événements survenus sur le marché, et gèrent le portefeuille de placement conformément à la politique et aux mandats de placement.

a) Risque de marché

i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque d'une variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie des placements du Régime dans des instruments financiers portant intérêt résultant des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. Il existe une relation inverse entre les variations des taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des obligations. Ce risque est activement géré en utilisant la durée, l'analyse de la courbe des taux et la sélection de secteur et de crédit. Le risque lié aux variations des taux d'intérêt est réduit pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie en raison de leur nature à court terme.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

a) Risque de marché (suite)

i) Risque de taux d'intérêt (suite)

Les avoirs du Régime en titres de créance par échéance sont les suivants :

| Titres de créance par date d'échéance | % du total du fonds de placement | |
|---------------------------------------|----------------------------------|--------------|
| | 31 oct. 2023 | 31 oct. 2022 |
| Moins de 1 an | 9 % | 1 % |
| De 1 an à 3 ans | 8 % | 7 % |
| De 3 à 5 ans | 11 % | 8 % |
| Plus de 5 ans | 41 % | 48 % |
| Total des titres de créance | 69 % | 64 % |

Au 31 octobre 2023, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté de 1 %, la juste valeur du total du fonds de placement de 4 241 083 \$ (2022 – 4 290 235 \$), tel qu'il est indiqué dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille, aurait diminué d'environ 135 397 \$ (2022 – 139 824 \$). Si les taux d'intérêt en vigueur avaient diminué de 1 %, la juste valeur du total du fonds de placement aurait augmenté d'environ 151 607 \$ (2022 – 157 053 \$). Cette variation de 1 % présume un changement parallèle de la courbe des taux, alors que toutes les autres variables demeurent constantes. Dans la pratique, les résultats réels pourraient différer de façon significative.

ii) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue à la suite des fluctuations des cours du marché autres que celles résultant du risque de taux d'intérêt. Les facteurs propres à un placement individuel, son émetteur ou d'autres facteurs ayant un effet sur tous les instruments négociés sur un marché ou sur un segment de marché ont une incidence sur ce risque. Les catégories d'actifs qui sont les plus touchées par ce risque sont les actions et les FNB du Régime, ainsi que les Fonds de RFS, qui représentent 31 % (2022 – 36 %) du total du fonds de placement au 31 octobre 2023. Le risque lié à la composante actions du Fonds de RFS est géré par la sélection des titres et par une gestion active de la part des gestionnaires externes dans les limites stipulées dans les politiques de placement approuvées et les mandats.

Au 31 octobre 2023, si les prix des actions et des indices sous-jacents avaient augmenté ou diminué de 1 % et que toutes les autres variables étaient restées constantes, la juste valeur du total du fonds de placement indiqué dans le Tableau complémentaire I – Inventaire du portefeuille aurait augmenté ou diminué d'approximativement 13 016 \$ (2022 – 15 288 \$). Dans la pratique, les résultats réels pourraient différer de façon significative.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à la capacité de l'émetteur de titres de créance d'effectuer des paiements d'intérêt et de rembourser le capital. Le portefeuille du Régime comprend principalement des obligations émises ou garanties par les gouvernements fédéral et provinciaux et des instruments de créance de sociétés assortis d'une notation minimale approuvée établie par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le Régime a une concentration de placements dans des obligations émises et garanties par le gouvernement qui sont considérées comme des placements de haute qualité de crédit, ce qui atténue le risque de crédit.

L'exposition du Régime au risque de crédit est résumée ci-dessous :

| Notation | 31 octobre 2023 | | 31 octobre 2022 | |
|------------------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| | % du total des placements | Montant | % du total des placements | Montant |
| AAA | 12 % | 526 507 \$ | 11 % | 468 183 \$ |
| AA/AA (élevée)/AA (faible) | 28 % | 1 168 159 | 27 % | 1 165 982 |
| A/A (élevée)/A (faible) | 14 % | 612 170 | 16 % | 681 934 |
| BBB | 11 % | 456 350 | 8 % | 367 289 |
| R-1 | 0 % | 229 | 0 % | 797 |
| Non noté à court terme | 4 % | 176 085 | 2 % | 77 236 |
| Total des titres de créance | 69 % | 2 939 500 \$ | 64 % | 2 761 421 \$ |

DBRS Morningstar a été la source principale pour l'obtention de notations. Les sources secondaires utilisées incluent Standard & Poor's Financial Services LLC et Moody's Investors Service, Inc.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Régime ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles. L'exposition du Régime au risque de liquidité est concentrée dans les remboursements de capital aux souscripteurs et les PAE aux bénéficiaires incluant les droits au RFS. Le Régime investit principalement dans des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et peuvent être facilement vendus. Le Régime conserve suffisamment de positions de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour répondre aux exigences de liquidité en utilisant des modèles de prévisions de trésorerie qui reflètent la répartition des échéances des dépôts des souscripteurs et du revenu cumulé. Tous les autres passifs financiers sont à court terme et sont payables dans un délai de un an. La Fondation verse une partie des frais de souscription

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

c) Risque de liquidité (suite)

perçus auprès des souscripteurs dans le Fonds de RFS chaque année afin de rembourser les montants des droits au RFS à la date de leur échéance.

d) Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de changements survenus dans les taux de change. Le Régime détient des fonds communs d'actions étrangères et des FNB qui représentent 29 % (2022 – 33 %) du total du fonds de placement. La juste valeur du total du fonds de placement du Régime augmenterait ou diminuerait d'environ 12 153 \$ (2022 – 14 214 \$) à la suite d'une dépréciation ou d'une appréciation de 1 % du taux de change du dollar canadien.

Dans la pratique, les résultats réels pourraient différer de façon significative.

Note 7. Fonds général et dons versés par la Fondation

La Fiducie canadienne de bourses d'études des Régimes d'épargne collectifs (la « Fiducie des Régimes d'épargne collectifs ») est une fiducie légale qui inclut le Régime d'épargne collectif et le Régime Avantage CST (les « Régimes »). Les Régimes sont enregistrés auprès de l'Agence du revenu du Canada à titre de régimes d'épargne-études. Le Fonds général est un compte distinct de la Fiducie des Régimes d'épargne collectifs qui obtient son revenu des sources suivantes :

- i) des produits réalisés sur le revenu cumulé des souscripteurs entre la date d'échéance des conventions et celle à laquelle les fonds sont versés à des étudiants admissibles sous la forme de PAE;
- ii) des produits réalisés sur le revenu auquel ont renoncé les souscripteurs qui ont résilié leur convention avant l'échéance;
- iii) du revenu non réclamé par les bénéficiaires avant la date d'expiration des conventions.

Selon l'acte de fiducie de la Fiducie des Régimes d'épargne collectifs, le Fonds général peut être utilisé pour financer les PAE pour des étudiants admissibles dans l'un ou l'autre des régimes de la Fiducie des Régimes d'épargne collectifs.

Les dons versés par la Fondation représentent un fonds commun discrétionnaire qui est partagé entre les Régimes. Ces fonds sont utilisés pour compléter les PAE lorsque le solde du Fonds général est épuisé. Le montant est réparti annuellement entre les Régimes, en fonction des paiements prévus pour chaque Régime.

Les encaissements et décaissements du Fonds général qui figurent dans les états financiers du Régime pour les exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022 sont les suivants :

| | 2023 | 2022 |
|--|----------------|------------------|
| Encaissements | | |
| Revenu de placement net | 4 677 \$ | – \$ |
| Transfert du Fonds commun de bourses d'études | – | 406 |
| Décaissements | | |
| Perte nette de placement | – | (7 994) |
| Paievements d'aide aux études | (1 742) | (2 109) |
| Excédent des encaissements sur les décaissements | 2 935 | (9 697) |
| Solde au début de l'exercice | (2 014) | 7 683 |
| Solde à la fin de l'exercice | 921 \$ | (2 014)\$ |

Les encaissements et les décaissements au titre des dons versés par la Fondation qui figurent dans les états financiers du Régime pour l'exercice clos le 31 octobre 2023 s'élevaient à néant (2022 – 715 \$).

Note 8. Remboursement des frais de souscription

a) Droits au remboursement des frais de souscription

Le Régime rembourse les frais de souscription aux bénéficiaires admissibles (les « droits au RFS ») en quatre paiements durant la période de versement des paiements d'aide aux études. Le montant total remboursé pour l'exercice clos le 31 octobre 2023 était de 27 369 \$ (2022 – 26 015 \$).

Au 31 octobre 2023, le montant des droits au RFS de 199 235 \$ (2022 – 213 431 \$), indiqué dans les états de la situation financière, représentait le coût moyen des placements du Régime dans le Fonds de RFS de 199 637 \$ (2022 – 215 244 \$), ajusté pour tenir compte des fonds devant être transférés aux (provenant des) placements directs du Régime de (676) \$ [2022 – (2 328) \$] pour les paiements du RFS faits aux bénéficiaires durant l'exercice, majoré des intérêts courus de 274 \$ (2022 – 515 \$). La juste valeur des placements dans le Fonds de RFS au 31 octobre 2023, compte tenu de ce qui précède, se chiffrait à 179 480 \$ (2022 – 179 011 \$). Le Fonds de RFS comprend des placements à la juste valeur de 177 515 \$ et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 2 369 \$, qui sont présentés dans les états de la situation financière. L'écart entre la valeur actualisée des droits au RFS et la juste valeur du Fonds de RFS n'est pas comptabilisé dans les états financiers du Régime.

i) Conventions achetées en vertu des prospectus datés d'avant le 2 octobre 2007

Le Régime verse des droits au RFS aux bénéficiaires à partir du Fonds de RFS, qui correspondent à 100 % des frais de souscription payés à l'égard de ces conventions.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 8. Remboursement des frais de souscription (suite)

a) Droits au remboursement des frais de souscription (suite)

i) Conventions achetées en vertu des prospectus datés d'avant le 2 octobre 2007 (suite)

Au 31 octobre 2023, le coût moyen et la juste valeur des placements du Régime dans le Fonds de RFS disponible en vue du paiement des droits au RFS se chiffraient à 76 972 \$ et à 68 573 \$, respectivement (2022 – 97 361 \$ et 83 341 \$, respectivement).

ii) Conventions achetées en vertu des prospectus portant la date du 2 octobre 2007 ou une date ultérieure

Le montant des droits au RFS pour ces conventions est égal à un remboursement de 50 % des frais de souscription payés. Tout surplus dans le Fonds de RFS sera calculé par la Fondation comme l'excédent, le cas échéant, de la valeur des actifs dans le Fonds de RFS sur l'évaluation des obligations de remboursement des frais de souscription calculée sur une base de 50 % des frais de souscription.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2023, un montant de 3 697 \$ (2022 – 3 904 \$) a été déposé dans le Fonds de RFS à même les cotisations des souscripteurs, ce qui est équivalent à la valeur actualisée estimative des montants des droits au RFS prévus futurs de 100 \$ la part pour toutes les parts vendues au cours de la période. Le taux d'actualisation au 31 octobre 2022 de 5,8 % (31 octobre 2020 – 5,5 %) utilisé pour déterminer la valeur actualisée estimative était fondé sur les taux de rendement à long terme attendus pour le Fonds de RFS.

Au 31 octobre 2023, le coût moyen et la juste valeur des placements du Régime dans le Fonds de RFS disponible en vue du paiement des droits au RFS se chiffraient à 119 479 \$ et à 108 173 \$, respectivement (2022 – 116 814 \$ et 96 565 \$, respectivement).

iii) Transferts vers le Régime d'épargne familial et le Régime d'épargne individuel

Si la convention d'un souscripteur est transférée vers le Régime d'épargne familial ou le Régime d'épargne individuel, le souscripteur peut avoir droit à un remboursement partiel des frais de souscription payés au titre du Régime. Le pourcentage des frais de souscription à rembourser dépend de la période pendant laquelle la convention du souscripteur se rapportait au Régime et il se situe entre 0 % et 25 % du total des frais de souscription payés. Le remboursement des frais de souscription (les « droits au RFS ») est versé aux bénéficiaires admissibles dans une proportion correspondant au montant du retrait des PAE. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2023, un montant de 1 137 \$ (2022 – néant) a été déposé dans le Fonds de RFS à même les cotisations des souscripteurs, et le montant total remboursé pour l'exercice clos le 31 octobre 2023 était de 2 413 \$ (2022 – 2 285 \$). Au 31 octobre 2023, le montant à payer

à l'égard des frais de souscription s'établissait à 7 \$ pour le Régime d'épargne familial et à néant pour le Régime d'épargne individuel (2022 – 156 \$ et 2 \$, respectivement).

Au 31 octobre 2023, le coût moyen et la juste valeur des placements du Régime dans le Fonds de RFS partiel disponible en vue du paiement des droits au RFS partiel se chiffraient à 3 186 \$ et à 3 138 \$, respectivement (2022 – 1 069 \$ et 918 \$, respectivement).

b) Évaluation des droits au remboursement des frais de souscription

Deux évaluations distinctes sont effectuées à l'égard des droits au RFS. En premier lieu, sur une base annuelle, une évaluation des droits au RFS est préparée en se fondant sur les meilleures estimations de la direction. Cette évaluation est utilisée pour estimer la situation de capitalisation courante des droits au RFS. La valeur actualisée des droits au RFS est déterminée en utilisant les taux de rendement des placements à long terme prévus et est fondée sur la politique de placement pour le Fonds de RFS, comme il est expliqué au paragraphe i) ci-dessous.

En deuxième lieu, une évaluation actuarielle est effectuée au minimum tous les deux ans afin de déterminer le caractère suffisant des actifs dans le Fonds de RFS et la pertinence de la politique de financement pour répondre aux exigences relatives aux droits au RFS dans les années à venir. Cette évaluation utilise les taux de rendement des placements à long terme prévus qui sont établis par la direction pour calculer la valeur actualisée des droits au RFS et pour projeter la croissance des actifs du Fonds de RFS afin de s'assurer que les droits au RFS futurs seront entièrement financés, tel qu'il est établi au paragraphe ii) ci-dessous.

i) *Évaluation de la direction fondée sur ses meilleures estimations*
Les hypothèses utilisées pour évaluer les droits au RFS illustrent la meilleure estimation de la direction des paiements futurs aux bénéficiaires et incluent des hypothèses à la fois économiques et non économiques. Les hypothèses non économiques incluent des considérations comme la résiliation de conventions avant l'échéance et la participation des étudiants admissibles dans l'encaissement des PAE. L'hypothèse économique principale est le taux d'actualisation, qui est fondé sur la politique de placement approuvée par le comité de placement de la Fondation. Étant donné que les conditions sous-jacentes varient au fil du temps, les hypothèses pourraient également changer, ce qui pourrait entraîner une variation significative de la valeur actualisée des droits au RFS.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 8. Remboursement des frais de souscription (suite)

b) Évaluation des droits au remboursement des frais de souscription (suite)

A) Conventions achetées en vertu des prospectus datés d'avant le 2 octobre 2007

La situation de capitalisation des droits au RFS était la suivante aux 31 octobre :

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|------------|
| Valeur actuelle des droits au RFS | 82 995 \$ | 103 878 \$ |
| Juste valeur du Fonds de RFS (note 8a, i) | 68 573 | 83 341 |
| Partie sous-capitalisée des droits au RFS | 14 422 \$ | 20 537 \$ |

Le taux d'actualisation, qui est établi au taux d'investissement à long terme attendu du Fonds de RFS au 31 octobre 2023, était de 5,4 % (2022 – 4,8 %). Une diminution ou une augmentation de 1 % du taux d'actualisation utilisé augmenterait ou diminuerait la valeur actualisée des droits au RFS de 2 428 \$ ou de 2 273 \$, respectivement (2022 – 3 368 \$ ou 3 141 \$, respectivement).

B) Conventions achetées en vertu des prospectus portant la date du 2 octobre 2007 ou une date ultérieure

La situation de capitalisation des droits au RFS était la suivante aux 31 octobre :

| | 2023 | 2022 |
|--|------------------|-----------|
| Valeur actuelle des droits au RFS | 98 826 \$ | 94 531 \$ |
| Juste valeur du Fonds de RFS (note 8a, ii) | 108 173 | 96 565 |
| Partie (surcapitalisée) sous-capitalisée des droits au RFS | (9 347)\$ | (2 034)\$ |

Le taux d'actualisation, qui est établi au taux d'investissement à long terme attendu du Fonds de RFS au 31 octobre 2023, était de 6,0 % (2022 – 5,85 %). Une diminution ou une augmentation de 1 % du taux d'actualisation utilisé augmenterait ou diminuerait la valeur actualisée des droits au RFS de 8 753 \$ ou de 7 722 \$, respectivement (2022 – 8 937 \$ ou 7 866 \$, respectivement).

C) Conventions achetées et transférées vers le Régime d'épargne familial ou le Régime d'épargne individuel

La situation de capitalisation des droits au RFS partiel était la suivante aux 31 octobre :

| | 2023 | 2022 |
|---|-----------------|----------|
| Valeur actualisée des droits au RFS partiel | 8 721 \$ | 7 216 \$ |
| Juste valeur du Fonds de RFS (note 8a, iii) | 3 187 | 1 069 |
| Partie sous-capitalisée des droits au RFS partiel | 5 534 \$ | 6 147 \$ |

Le taux d'actualisation, qui est établi au taux d'investissement à long terme attendu du Fonds de RFS au 31 octobre 2023, était de 5,4 % (2022 – 4,8 %). Une diminution ou une augmentation de 1 % du taux d'actualisation utilisé augmenterait ou diminuerait la valeur actualisée des droits au RFS de 555 \$ ou de 493 \$, respectivement (2022 – 505 \$ ou 447 \$, respectivement).

ii) Évaluation actuarielle

Une évaluation actuarielle des droits au RFS du Régime a été effectuée en fonction des actifs et des obligations au 31 octobre 2022. Cette évaluation incluait des hypothèses à propos de la meilleure estimation de la direction relativement à la résiliation de conventions avant l'échéance et à la participation des étudiants admissibles dans l'encaissement de PAE. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée des droits au RFS était fondé sur le taux de rendement des placements à long terme prévu de 4,8 %, ce qui s'est traduit par une obligation non capitalisée de 22 100 \$ pour les conventions achetées en vertu des prospectus portant une date antérieure au 2 octobre 2007. Le taux d'actualisation utilisé pour les conventions achetées en vertu des prospectus portant une date ultérieure au 2 octobre 2007 était de 5,8 %, ce qui s'est traduit par un montant surcapitalisé de 2 500 \$. Le taux d'actualisation utilisé pour les conventions achetées et transférées vers le Régime d'épargne familial ou le Régime d'épargne individuel était de 4,8 %, ce qui s'est traduit par un montant sous-capitalisé de 6 300 \$. La Fondation a la responsabilité de verser aux bénéficiaires du Régime un remboursement de frais de souscription promis. Des exigences de financement ont été établies par la Fondation pour s'assurer que les actifs sont suffisants pour répondre aux exigences futures de droits au RFS en utilisant les taux de rendement à long terme prévus, en se fondant sur la politique de placement approuvée par le comité de placement de la Fondation pour projeter la croissance de l'actif du Fonds de RFS. Toute insuffisance dans les actifs détenus pour s'acquitter du paiement des droits au RFS sera financée par la Fondation.

La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en 2025 et sera fondée sur les actifs et les obligations au 31 octobre 2024.

Note 9. Évaluation à la juste valeur et informations à fournir

Les justes valeurs estimatives utilisées aux fins de l'évaluation et des informations à fournir se rapprochent des montants qui seraient obtenus pour la vente d'un actif, ou payés pour le règlement d'un passif, dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché.

Notes annexes (suite)

31 octobre 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens)

Note 9. Évaluation à la juste valeur et informations à fournir (suite)

Le tableau suivant présente une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur pour chaque catégorie du classement des instruments financiers.

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers au 31 octobre 2023

| | Valeur comptable et juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | | |
|--|---|---|---|------------------------------|--------------------------|
| | Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers évalués au coût amorti | Instruments financiers évalués au coût amorti | Total de la valeur comptable | Total de la juste valeur |
| Actifs financiers | | | | | |
| Équivalents de trésorerie ¹ | – \$ | 41 625 \$ | 41 625 \$ | 41 625 \$ | 41 625 \$ |
| Placements | 3 998 724 | 197 539 | 193 735 | 4 196 263 | 4 192 459 |
| Autres actifs ² | – | 43 516 | 43 516 | 43 516 | 43 516 |
| Passifs financiers | | | | | |
| Autres passifs ³ | – \$ | 10 692 \$ | 10 692 \$ | 10 692 \$ | 10 692 \$ |

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers au 31 octobre 2022

| | Valeur comptable et juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | | |
|--|---|---|---|------------------------------|--------------------------|
| | Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net | Instruments financiers évalués au coût amorti | Instruments financiers évalués au coût amorti | Total de la valeur comptable | Total de la juste valeur |
| Actifs financiers | | | | | |
| Équivalents de trésorerie ¹ | – \$ | 53 145 \$ | 53 145 \$ | 53 145 \$ | 53 145 \$ |
| Placements | 4 027 784 | 187 234 | 180 912 | 4 215 018 | 4 208 696 |
| Autres actifs ² | – | 36 194 | 36 194 | 36 194 | 36 194 |
| Passifs financiers | | | | | |
| Autres passifs ³ | – \$ | 8 609 \$ | 8 609 \$ | 8 609 \$ | 8 609 \$ |

1. La trésorerie et les soldes bancaires de 3 194 \$ (2022 – 22 072 \$) ont été exclus.
2. Les autres actifs se composent des débiteurs pour les titres vendus, des produits à recevoir et autres débiteurs et des subventions gouvernementales à recevoir.
3. Les autres passifs se composent des créditeurs pour les titres achetés et des créditeurs et charges à payer.

Le tableau suivant présente les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs dans lesquels ont été classés les instruments financiers du Régime :

- i) Les instruments financiers classés au niveau 1 sont évalués en utilisant les cours du marché.
- ii) Les instruments financiers classés au niveau 2 sont évalués en utilisant des données d'entrée directement ou indirectement observables.
- iii) Les instruments financiers classés au niveau 3 sont évalués en utilisant des données d'entrée non observables (ce qui comprend l'utilisation d'hypothèses fondées sur la meilleure information disponible).

Actifs évalués à la juste valeur au 31 octobre 2023

| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|--|---------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| Titres à revenu fixe | – \$ | 2 697 142 \$ | – \$ | 2 697 142 \$ |
| Titres de capitaux propres, FNB et fonds communs d'actions | 1 301 582 | – | – | 1 301 582 |
| Total des placements, à la juste valeur | 1 301 582 \$ | 2 697 142 \$ | – \$ | 3 998 724 \$ |

Actifs évalués à la juste valeur au 31 octobre 2022

| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|--|---------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| Titres à revenu fixe | – \$ | 2 498 970 \$ | – \$ | 2 498 970 \$ |
| Titres de capitaux propres, FNB et fonds communs d'actions | 1 528 814 | – | – | 1 528 814 |
| Total des placements, à la juste valeur | 1 528 814 \$ | 2 498 970 \$ | – \$ | 4 027 784 \$ |

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2023 et 2022, aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux 1 ou 2.

Droits au remboursement de frais de souscription

Annexe I du Tableau complémentaire I

Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

Conventions achetées avant le 2 octobre 2007

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|---|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|--|--------------------|-----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Fédérales – 8,6 % | | | | | | De sociétés – 40,7 % (suite) | | | | | |
| Blue Water Bridge Authority | 6,41 | 9 juill. 2027 | 1 246 | 353 | 464 | MetLife Inc. | 2,45 | 12 janv. 2029 | 1 058 | 911 | 1 055 |
| Gouvernement du Canada | 0,25 | 1 ^{er} mars 2026 | 1 224 | 1 110 | 1 105 | Metro Inc. | 4,66 | 7 févr. 2033 | 119 | 110 | 119 |
| Gouvernement du Canada | 7,68 | 1 ^{er} déc. 2026 | 450 | 861 | 873 | Metropolitan Life Global Funding I | 1,95 | 20 mars 2028 | 1 181 | 1 016 | 1 178 |
| Gouvernement du Canada | 0,50 | 1 ^{er} déc. 2030 | 1 690 | 1 322 | 1 342 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2023 | 3 | 3 | 3 |
| Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} déc. 2031 | 1 840 | 1 514 | 1 627 | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2024 | 3 | 3 | 3 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 6,45 | 30 juill. 2029 | 730 | 752 | 888 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2024 | 3 | 3 | 3 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 7,05 | 12 juin 2030 | 115 | 125 | 145 | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2025 | 3 | 2 | 2 |
| | | | | 6 037 | 6 444 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2025 | 3 | 2 | 2 |
| | | | | | | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2026 | 3 | 2 | 2 |
| | | | | | | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2026 | 3 | 2 | 2 |
| | | | | | | NAV Canada | 7,56 | 1 ^{er} mars 2027 | 313 | 321 | 394 |
| | | | | | | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2027 | 75 | 66 | 66 |
| | | | | | | Nestle Holdings, Inc. | 2,19 | 26 janv. 2029 | 1 623 | 1 411 | 1 623 |
| | | | | | | New York Life Global Funding | 2,00 | 17 avril 2028 | 763 | 662 | 761 |
| | | | | | | North Battleford Power LP | 4,96 | 31 déc. 2032 | 630 | 606 | 728 |
| | | | | | | Nova Gas Transmission Ltd. | 9,90 | 16 déc. 2024 | 109 | 113 | 167 |
| | | | | | | Ornge Issuer Trust | 5,73 | 11 juin 2034 | 775 | 767 | 894 |
| | | | | | | Pembina Pipeline Corporation | 4,75 | 26 mars 2048 | 2 042 | 1 603 | 2 122 |
| | | | | | | Rogers Communications Inc. | 4,25 | 9 déc. 2049 | 600 | 434 | 598 |
| | | | | | | Banque Royale du Canada | 4,64 | 17 janv. 2028 | 662 | 637 | 662 |
| | | | | | | Scotia Capitaux Inc. | 1,90 | 1 ^{er} juill. 2024 | 500 | 272 | 268 |
| | | | | | | Sobeys Inc. | 6,06 | 29 oct. 2035 | 510 | 494 | 618 |
| | | | | | | Sobeys Inc. | 6,64 | 7 juin 2040 | 100 | 102 | 140 |
| | | | | | | Strait Crossing Development Inc. | 6,17 | 15 sept. 2031 | 451 | 235 | 243 |
| | | | | | | La Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie | 6,30 | 15 mai 2028 | 126 | 127 | 140 |
| | | | | | | La Financière Sun Life inc. | 3,60 | 30 juin 2081 | 464 | 337 | 464 |
| | | | | | | La Banque Toronto-Dominion | 4,48 | 18 janv. 2028 | 828 | 791 | 828 |
| | | | | | | La Banque Toronto-Dominion | 3,60 | 31 oct. 2081 | 455 | 322 | 455 |
| | | | | | | TransCanada PipeLines Limited | 8,29 | 5 févr. 2026 | 214 | 223 | 283 |
| | | | | | | TransCanada PipeLines Limited | 6,28 | 26 mai 2028 | 327 | 329 | 407 |
| | | | | | | TransCanada PipeLines Limited | 6,89 | 7 août 2028 | 117 | 121 | 146 |
| | | | | | | TransCanada PipeLines Limited | 4,33 | 16 sept. 2047 | 529 | 392 | 518 |
| | | | | | | Transcontinental inc. | 2,28 | 13 juill. 2026 | 350 | 315 | 350 |
| | | | | | | Institut universitaire de technologie de l'Ontario | 6,35 | 15 oct. 2034 | 891 | 896 | 946 |
| | | | | | | WTH Car Rental ULC | 2,78 | 22 juill. 2024 | 2 500 | 2 460 | 2 440 |
| | | | | | | | | | | 28 712 | 33 569 |
| | | | | | | Total des placements à revenu fixe – 49,5 % | | | | 34 885 | 40 173 |

Droits au remboursement de frais de souscription (suite)

Annexe I du Tableau complémentaire I

Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

Conventions achetées avant le 2 octobre 2007 (suite)

| Titre | Nombre de titres | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|------------------|-------------------|-----------------|
| Fonds commun d'actions – 49,5 % | | | |
| Fonds d'actions mondiales CC&L | 1 736 081 | 34 966 | 38 318 |
| Total des actions – 49,5 % | | 34 966 | 38 318 |
| Total des placements – 99,0 % | | | |
| | | 69 851 | 78 491 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie – 1,0 % | | | |
| | | 685 | 685 |
| Total de l'actif du portefeuille – 100 % | | 70 536 | 79 176 |
| Total de la répartition des placements | | | |
| Régime d'épargne collectif | | 1 944 | 2 185 |
| Régime d'épargne collectif de 2001 | | 67 907 | 76 306 |
| | | 69 851 | 78 491 |
| Répartition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| Régime d'épargne collectif | | 19 | 19 |
| Régime d'épargne collectif de 2001 | | 666 | 666 |
| | | 685 | 685 |

Droits au remboursement de frais de souscription

Annexe II du Tableau complémentaire I

Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

Conventions achetées le 2 octobre 2007 ou après cette date

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|--------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|--|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations | | | | | | Obligations (suite) | | | | | |
| Fédérales – 4,2 % | | | | | | De sociétés – 14,2 % (suite) | | | | | |
| Blue Water Bridge Authority | 6,41 | 9 juill. 2027 | 84 | 24 | 32 | Honda Canada Finance Inc. | 1,65 | 25 févr. 2028 | 500 | 426 | 420 |
| Gouvernement du Canada | 0,25 | 1 ^{er} mars 2026 | 1 504 | 1 364 | 1 357 | InPower BC General Partnership | 4,47 | 31 mars 2033 | 128 | 120 | 129 |
| Gouvernement du Canada | 7,68 | 1 ^{er} déc. 2026 | 182 | 348 | 353 | Lloyds Bank plc | 3,50 | 3 févr. 2025 | 482 | 466 | 457 |
| Gouvernement du Canada | 0,50 | 1 ^{er} déc. 2030 | 2 516 | 1 968 | 2 017 | Les Compagnies Loblaw Limitée | 2,28 | 7 mai 2030 | 177 | 147 | 150 |
| Gouvernement du Canada | 1,50 | 1 ^{er} déc. 2031 | 380 | 313 | 336 | Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,54 | 17 févr. 2033 | 100 | 103 | 111 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 6,45 | 30 juill. 2029 | 108 | 112 | 131 | Les Compagnies Loblaw Limitée | 6,05 | 9 juin 2034 | 176 | 176 | 194 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 7,05 | 12 juin 2030 | 185 | 201 | 234 | Les Compagnies Loblaw Limitée | 5,90 | 18 janv. 2036 | 142 | 140 | 171 |
| Autorité aéroportuaire du Grand Toronto | 4,53 | 2 déc. 2041 | 230 | 207 | 251 | Société Financière Manuvie | 3,38 | 19 juin 2081 | 612 | 435 | 572 |
| | | | | 4 537 | 4 711 | Société Financière Manuvie | 4,10 | 19 mars 2082 | 200 | 142 | 200 |
| Provinciales – 0,1 % | | | | | | De sociétés – 14,2 % (suite) | | | | | |
| Province du Nouveau-Brunswick | 6,47 | 30 nov. 2027 | 99 | 100 | 121 | MetLife Inc. | 2,45 | 12 janv. 2029 | 460 | 396 | 430 |
| | | | | 100 | 121 | Metro Inc. | 4,66 | 7 févr. 2033 | 51 | 47 | 51 |
| De sociétés – 14,2 % | | | | | | De sociétés – 14,2 % (suite) | | | | | |
| 407 International Inc. | 6,75 | 27 juill. 2039 | 33 | 35 | 45 | Metropolitan Life Global Funding I | 1,95 | 20 mars 2028 | 621 | 534 | 619 |
| 407 International Inc. | 7,13 | 26 juill. 2040 | 359 | 412 | 520 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2023 | 1 | 1 | 1 |
| AT&T Inc. | 4,85 | 25 mai 2047 | 71 | 56 | 69 | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2024 | 1 | 1 | 1 |
| Bank of America | 6,08 | 15 sept. 2027 | 389 | 380 | 389 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2024 | 1 | 1 | 1 |
| Bankers Hall LP | 4,38 | 20 nov. 2023 | 117 | 116 | 119 | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2025 | 1 | 1 | 1 |
| Bell Canada | 3,35 | 12 mars 2025 | 62 | 60 | 59 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2025 | 1 | 1 | 1 |
| Bell Canada | 2,90 | 12 août 2026 | 300 | 280 | 284 | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2026 | 1 | 1 | 1 |
| Bell Canada | – | 15 mai 2034 | 27 | 14 | 15 | NAV Canada | – | 1 ^{er} déc. 2026 | 1 | 1 | 1 |
| Bell Canada | 4,75 | 29 sept. 2044 | 13 | 11 | 11 | NAV Canada | 7,56 | 1 ^{er} mars 2027 | 120 | 123 | 151 |
| Bell Canada | 5,60 | 11 août 2053 | 17 | 16 | 17 | NAV Canada | – | 1 ^{er} juin 2027 | 35 | 31 | 31 |
| Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée | 6,91 | 1 ^{er} oct. 2024 | 327 | 29 | 76 | Nestle Holdings, Inc. | 2,19 | 26 janv. 2029 | 1 340 | 1 165 | 1 340 |
| Cogeco Communications inc. | 2,99 | 22 sept. 2031 | 136 | 109 | 132 | New York Life Global Funding | 2,00 | 17 avril 2028 | 459 | 399 | 458 |
| Cogeco Communications inc. | 5,30 | 16 févr. 2033 | 264 | 246 | 264 | North Battleford Power LP | 4,96 | 31 déc. 2032 | 472 | 454 | 547 |
| CSS Partnership | 6,92 | 31 juill. 2042 | 105 | 112 | 137 | Ornge Issuer Trust | 5,73 | 11 juin 2034 | 171 | 169 | 196 |
| Enbridge Gas Inc. | 5,67 | 6 oct. 2053 | 135 | 137 | 135 | Pembina Pipeline Corporation | 3,31 | 1 ^{er} févr. 2030 | 132 | 114 | 132 |
| Enbridge Inc. | 4,24 | 27 août 2042 | 682 | 523 | 563 | Pembina Pipeline Corporation | 4,75 | 26 mars 2048 | 636 | 499 | 607 |
| Enbridge Inc. | 4,57 | 11 mars 2044 | 173 | 138 | 152 | Rogers Communications Inc. | 6,75 | 9 nov. 2039 | 375 | 382 | 422 |
| Enbridge Inc. | 4,87 | 21 nov. 2044 | 365 | 300 | 332 | Banque Royale du Canada | 4,11 | 22 déc. 2025 | 404 | 395 | 404 |
| Enbridge Inc. | 4,10 | 21 sept. 2051 | 133 | 94 | 133 | Banque Royale du Canada | 4,64 | 17 janv. 2028 | 574 | 552 | 574 |
| First National Financial LP | 2,69 | 1 ^{er} nov. 2049 | 1 280 | 87 | 61 | Sobeys Inc. | 6,06 | 29 oct. 2035 | 121 | 117 | 147 |
| Société de financement GE Capital Canada | 5,73 | 22 oct. 2037 | 185 | 175 | 177 | Sobeys Inc. | 6,64 | 7 juin 2040 | 64 | 65 | 90 |
| Great-West Lifeco Inc. | 3,60 | 31 déc. 2081 | 550 | 395 | 520 | Strait Crossing Development Inc. | 6,17 | 15 sept. 2031 | 194 | 101 | 117 |
| Heathrow Funding Ltd. | 3,25 | 21 mai 2027 | 409 | 393 | 405 | La Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie | 6,30 | 15 mai 2028 | 57 | 58 | 60 |
| Heathrow Funding Ltd. | 3,40 | 8 mars 2028 | 200 | 183 | 190 | La Financière Sun Life inc. | 3,60 | 30 juin 2081 | 200 | 145 | 200 |
| Heathrow Funding Ltd. | 3,66 | 13 janv. 2031 | 40 | 35 | 42 | | | | | | |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Droits au remboursement de frais de souscription (suite)

Annexe II du Tableau complémentaire I

Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

Conventions achetées le 2 octobre 2007 ou après cette date (suite)

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Nombre de titres | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|--------------------|-----------------|----------------------|-------------------|-----------------|--|------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations (suite) | | | | | | Fonds communs d'actions – 80,6 % | | | |
| De sociétés – 14,2 % (suite) | | | | | | Fonds d'actions mondiales CC&L | | | |
| Suncor Énergie Inc. | 4,34 | 13 sept. 2046 | 100 | 78 | 106 | 4 330 105 | 87 211 | 96 488 | |
| Suncor Énergie Inc. | 3,95 | 4 mars 2051 | 274 | 196 | 229 | | | | |
| La Banque Toronto-Dominion | 4,48 | 18 janv. 2028 | 963 | 920 | 963 | | | | |
| La Banque Toronto-Dominion | 3,60 | 31 oct. 2081 | 200 | 141 | 200 | | | | |
| TransCanada PipeLines Limited | 5,77 | 9 juin 2024 | 164 | 164 | 164 | | | | |
| TransCanada PipeLines Limited | 8,29 | 5 févr. 2026 | 118 | 123 | 158 | | | | |
| TransCanada PipeLines Limited | 6,28 | 26 mai 2028 | 8 | 8 | 10 | | | | |
| TransCanada PipeLines Limited | 6,89 | 7 août 2028 | 29 | 30 | 36 | | | | |
| TransCanada PipeLines Limited | 4,34 | 15 oct. 2049 | 385 | 283 | 307 | | | | |
| Transcontinental inc. | 2,28 | 13 juill. 2026 | 106 | 95 | 106 | | | | |
| Institut universitaire de technologie de l'Ontario | 6,35 | 15 oct. 2034 | 62 | 62 | 65 | | | | |
| Walt Disney Company | 3,06 | 30 mars 2027 | 237 | 220 | 219 | | | | |
| WTH Car Rental ULC | 2,78 | 22 juill. 2024 | 755 | 743 | 744 | | | | |
| | | | | | 15 307 | | | | 17 141 |
| Total des placements à revenu fixe – 18,5 % | | | | 19 944 | 21 973 | | | | |
| | | | | | | Fonds communs d'actions – 80,6 % | | | |
| | | | | | | Fonds d'actions mondiales CC&L | | | |
| | | | | | | Total des actions – 80,6 % | | | |
| | | | | | | Total des placements – 99,1 % | | | |
| | | | | | | Trésorerie et équivalents de trésorerie – 0,9 % | | | |
| | | | | | | Total de l'actif du portefeuille – 100,0 % | | | |
| | | | | | | Total de la répartition des placements | | | |
| | | | | | | Régime d'épargne collectif de 2001 | | | |
| | | | | | | 107 155 | | | |
| | | | | | | 118 461 | | | |
| | | | | | | 107 155 | | | |
| | | | | | | 118 461 | | | |
| | | | | | | Répartition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| | | | | | | Régime d'épargne collectif de 2001 | | | |
| | | | | | | 1 018 | | | |
| | | | | | | 1 018 | | | |

Droits au remboursement de frais de souscription

Annexe III du Tableau complémentaire I

Inventaire du portefeuille

Au 31 octobre 2023

(en milliers de dollars canadiens)

Conventions transférées vers le Régime d'épargne familial ou le Régime d'épargne individuel

| Titre | Taux d'intérêt (%) | Date d'échéance | Valeur nominale (\$) | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) | Titre | Nombre de titres | Juste valeur (\$) | Coût moyen (\$) |
|--|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------------|-----------------|--|------------------|-------------------|-----------------|
| Obligations | | | | | | Fonds négociés en bourse – 38,0 % | | | |
| Fédérales – 6,7 % | | | | | | iShares Core MSCI All Country World ex Canada Index ETF | | | |
| Société canadienne des postes | 4,36 | 16 juill. 2040 | 95 | 89 | 91 | 34 725 | 1 158 | 1 184 | |
| Gouvernement du Canada | - | 20 juin 2024 | 125 | 120 | 121 | 1 185 | 35 | 37 | |
| | | | | 209 | 212 | Total des actions – 38,0 % | | | |
| Municipales – 6,8 % | | | | | | 1 193 | | | |
| Ville de Montréal | 3,50 | 1 ^{er} déc. 2038 | 83 | 68 | 69 | 2 453 | | | |
| Ville d'Ottawa | 3,05 | 10 mai 2039 | 101 | 78 | 80 | 2 501 | | | |
| Ville de Toronto | 2,60 | 24 sept. 2039 | 95 | 68 | 70 | Trésorerie et équivalents de trésorerie – 21,8 % | | | |
| | | | | 214 | 219 | 685 | | | |
| De sociétés – 26,7 % | | | | | | 3 138 | | | |
| AltaLink, LP | 3,40 | 6 juin 2024 | 46 | 45 | 45 | Total de l'actif du portefeuille – 100,0 % | | | |
| Banque de Montréal | 2,85 | 6 mars 2024 | 30 | 30 | 30 | 3 186 | | | |
| Banque de Montréal | 2,28 | 29 juill. 2024 | 43 | 42 | 42 | Total de la répartition des placements | | | |
| La Banque de Nouvelle-Écosse | 2,29 | 28 juin 2024 | 15 | 15 | 15 | Régime d'épargne collectif de 2001 | | | |
| Bell Canada | 3,55 | 2 mars 2026 | 35 | 34 | 33 | 2 453 | | | |
| CU Inc. | 6,22 | 6 mars 2024 | 25 | 25 | 25 | 2 453 | | | |
| CU Inc. | 5,18 | 21 nov. 2035 | 50 | 48 | 49 | 685 | | | |
| Enbridge Pipelines Inc. | 2,82 | 12 mai 2031 | 43 | 35 | 37 | 685 | | | |
| FortisBC Energy Inc. | 6,50 | 1 ^{er} mai 2034 | 17 | 18 | 21 | 685 | | | |
| Financière General Motors du Canada Ltée | 1,70 | 9 juill. 2025 | 33 | 31 | 31 | Répartition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | |
| Granite REIT Holdings Limited Partnership | 2,38 | 18 déc. 2030 | 23 | 18 | 20 | Régime d'épargne collectif de 2001 | | | |
| Hydro One Inc. | 4,89 | 13 mars 2037 | 78 | 74 | 77 | 685 | | | |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 3,92 | 10 juin 2024 | 30 | 30 | 30 | 685 | | | |
| Les Compagnies Loblaw Limitée | 4,49 | 11 déc. 2028 | 41 | 39 | 41 | 685 | | | |
| Société Financière Manuvie | 2,82 | 13 mai 2035 | 24 | 20 | 22 | 685 | | | |
| Banque Nationale du Canada | 5,22 | 14 juin 2028 | 70 | 69 | 68 | | | | |
| Nova Gas Transmission Ltd. | 9,90 | 16 déc. 2024 | 30 | 31 | 31 | | | | |
| Banque Royale du Canada | 2,35 | 2 juill. 2024 | 35 | 34 | 34 | | | | |
| Banque Royale du Canada | 5,23 | 24 juin 2030 | 90 | 87 | 87 | | | | |
| Saputo inc. | 2,88 | 19 nov. 2024 | 50 | 49 | 48 | | | | |
| Telus Corporation | 3,35 | 1 ^{er} avril 2024 | 26 | 26 | 26 | | | | |
| VW Credit Canada Inc. | 2,45 | 10 déc. 2026 | 41 | 37 | 37 | | | | |
| | | | | 837 | 849 | | | | |
| Total des placements à revenu fixe – 40,2 % | | | | | | 1 260 | | | |
| | | | | | | 1 280 | | | |

Fiducie canadienne de bourses d'études

Parrainé par la

Fondation fiduciaire canadienne de bourses d'études
2235 Sheppard Avenue East, Suite 1600
Toronto (Ontario) M2J 5B8
1 877 333-7377

Gestionnaire de fonds d'investissement et distributeur

Épargne C.S.T. inc.
2235 Sheppard Avenue East, Suite 1600
Toronto (Ontario) M2J 5B8

Fiduciaire

Fiducie RBC Services aux investisseurs
155 Wellington Street West, 2nd Floor
Toronto (Ontario) M5V 3L3

Auditeur

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Bay Adelaide East
8 Adelaide Street West, Suite 200
Toronto (Ontario) M5H 0A9

Banque

Banque Royale du Canada
Royal Bank Plaza
South Tower
200 Bay Street, 10th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2J5

Pour obtenir des renseignements sur le compte de votre régime, veuillez ouvrir une session dans nos Services en ligne à www.cst.org.

Au Québec, les régimes du Plan fiduciaire canadien de bourses d'études sont distribués par Épargne C.S.T. inc., cabinet de courtage en plans de bourses d'études.

